

Ministère de l'Eau et de l'Énergie Ministry of Water and Energy



GUIDE DE L'USAGER
DU SOUS-SECTEUR EAU ET ENERGIE

WATER AND ENERGY SUB-SECTOR
USER GUIDE



●● A la faveur des ressources financières mobili-sées aux plans interne et externe, des investissements considérables ont été effectués en vue de l'achèvement des projets structurants de première génération. Dans ce chapitre, il convient de mentionner:
(...)

L'exécution des projets visant notre auto suffisance énergétique, à travers la poursuite des travaux de construction du barrage de Nachtigal et le parachèvement de la ligne de transport de l'énergie électrique du barrage de Memve'elé.
(...)

Les diligences sont en cours, dans la perspective de l'interconnexion des réseaux électriques Nord et Sud. L'exécution de ce projet permettra de résorber durablement le déficit énergétique dans les régions septentrionales du pays. ●●

S.E Paul BIYA, Président de la République
Message à la nation le 31 Décembre 2021





M./Mr Joseph DION NGUTE

Premier Ministre, Chef du Gouvernement
Prime Minister, Head of Government



**M./Mr Gaston ELOUNDOU
ESSOMBA**

Ministre de l'Eau et de l'Énergie
Minister of Water and Energy



TABLE DES MATIERES



LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES :	10
I-PRESENTATION DU MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE :	12
II- ACTEURS DU SOUS-SECTEUR EAU ET ENERGIE :	16
A-DOMAINES DE L'ENERGIE :	16
B-DOMAINES DE L'EAU :	16
III-PROCEDURES DIVERSES DU SOUS-SECTEUR	18
A-DOMAINES DE L'EAU :	18
A.1.L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT DES EAUX DE SURFACE OU DES EAUX SOUTERRAINES À DES FINS INDUSTRIELLES OU COMMERCIALES:	20
A.2. L'AUTORISATION DE DEVERSEMENT DES EAUX USEES :	22
B-DOMAINES DE L'ELECTRICITE :	24
B.1. REGIME JURIDIQUE DES ACTIVITES DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE :	26
* REGIME DE LA LICENCE :	26
* REGIME DE L'AUTORISATION :	27
* REGIME DE LA DECLARATION	27
* REGIME DE LA LIBERTE	28
B.2. COMPOSITION ET FRAIS D'INSTRUCTION DES DOSSIERS DE DEMANDE DE TITRES :	30



LIST OF ABBREVIATIONS AND ACRONYMS :	11
I- PRESENTATION OF THE MINISTRY OF WATER AND ENERGY :	13
II- STAKEHOLDERS IN THE WATER AND ENERGY SUB-SECTOR :	17
A- ENERGY SECTOR :	17
B-WATER SECTOR :	17
III-VARIOUS PROCEDURES OF THE SUB-SECTOR:	19
A-WATER SECTOR :	19
A.1. AUTHORISATION FOR THE ABSTRACTION OF SURFACE WATER OR GROUNDWATER FOR INDUSTRIAL OR COMMERCIAL PURPOSES:	21
A.2. AUTHORISATION FOR THE DISCHARGE OF WASTE WATER :	23
B-ELECTRICITY SECTOR :	25
B.1. LEGAL REGIME FOR ACTIVITIES IN THE ELECTRICITY SECTOR:	27
* LICENCE REGIME :	27
* AUTORISATION REGIME :	28
* DECLARATION REGIM :	28
* FREEDOM REGIME :	29
B.2. COMPOSITION AND PROCESSING FEES FOR PERMIT APPLICATIONS :	31

* La demande de concession, de licence ou d'autorisation :	30
* Les dossiers des concessions de production et de transport d'électricité à des fins industrielles :	34
* Les dossiers de licence :	34
* Les dossiers de déclaration :	36
* Les frais d'instruction des dossiers :	36
B.3 ELECTRIFICATION RURALE :	38
B.4 ENERGIES RENOUVELABLES:	38
B.5 MECANISMES DE REGLEMENT DES DIFFERENDS :	38
C-DOMAINE DES PRODUITS PETROLIERS :	40
C.1-AGREMENT POUR LA DISTRIBUTION DE L'ENSEMBLE DES PRODUITS PETROLIERS :	40
• CONDITIONS GENERALES D'EXERCICE	40
• COMPOSITION DU DOSSIER	42
C.2- IMPLANTATION, AMENAGEMENT EXPLOITATION DES DEPOTS DE STOCKAGE ET DES CENTRES EMPLISSEURS DE GAZ DE PETROLE LIQUEFIE (GPL).	44
• COMPOSITION DU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION PREALABLE	46
• REGLES DE SECURITE ET DE PREVENTION :	46



• The application for a concession, licence or authorisation :	31
• The files on concessions for the production and transmission of electricity for industrial purposes :	35
• Licence files:	35
• Declaration files :	37
• The cost of processing applications :	37
B.3 RURAL ELECTRIFICATION :	39
B.4 RENEWABLE ENERGY:	39
B.5 DISPUTE RESOLUTION MECHANISMS:	39
C- PETROLEUM PRODUCTS SECTOR :	41
C.1- AUTHORISATION FOR THE DISTRIBUTION OF ALL PETROLEUM PRODUCTS :	41
• GENERAL CONDITIONS FOR OPERATION :	41
• COMPOSITION OF THE FILE :	43
C.2- LOCATION, DEVELOPMENT AND OPERATION OF STORAGE AND FILLING CENTRES FOR LIQUEFIED PETROLEUM GAS (LPG) .:	45
• COMPOSITION OF THE APPLICATION FILE FOR PRIOR AUTHORISATION :	47
• SAFETY AND PREVENTION RULES :	47



TABLE DES MATIERES



IV-COMPETENCES TRANSFEREES :	48
• Les compétences et les ressources du Sous-secteur Eau et Energie transférées par l'Etat aux Communes	48
• Les compétences et les ressources du Sous-secteur Eau et Energie transférées par l'Etat aux Régions :	48
V-QUALITE DE SERVICE :	50
• Le contrôle de la qualité de l'eau :	50
• Le contrôle de la qualité des produits pétroliers :	50
• Le contrôle de la qualité du service public d'électricité :	50
COMITE DE REDACTION :	54
CONTACTS MINEE :	56



IV- COMPETENCES TRANSFERRED :	49
• Competences and resources of the Water and Energy sub-sector transferred by the State to the Councils :	49
• Competences and resources of the Water and Energy Sub-sector transferred by the State to the Regions :	48
V-QUALITY OF SERVICE :	51
• Water quality control :	51
• Quality control of petroleum products :	51
• Quality control of the public electricity service :	51
EDITORIAL BOARD :	55
MINEE'S CONTACTS :	56



LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES:



AER : Agence d'Electrification Rurale

ARSEL : Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité

CAMWATER : Cameroon Water Utilities Corporation

CTD'S : Collectivités Territoriales Décentralisées

DAG : Direction des Affaires Générales

DEL : Direction de l'Electricité

DEPC : Division des Etudes, de la Prospective et de la Coopération

DERME : Direction des Energies Renouvelables et de la Maîtrise de l'Energie

DGRE : Direction de la Gestion des Ressources en Eau

DMRE : Direction de la Mobilisation des Ressources en Eau

DPPG : Direction des Produits Pétroliers et du Gaz

EDC : Electricity Development Corporation

EDF : Electricité De France

ENEO CAMEROON : Energy of Cameroon

HYDRAC : Hydrocarbures Analyses Contrôles

HYDROMEKIN : Hydro Mekin Electric Development Corporation

MINEE : Ministère de l'Eau et de l'Energie

NHPC : Nachtigal Hydro Power Company

ONG's : Organisations Non Gouvernementales

SCDP : Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers

SG : Secrétariat Général

SONARA : Société Nationale de Raffinage

SONATREL : Société Nationale de Transport d'Electricité

AER : Rural Electrification Agency

ARSEL : Electricity Sector Regulatory Agency

CAMWATER : Cameroon Water Utilities Corporation

RLAs : Regional and Local Authorities

DAG : Department of General Affairs

DEL : Department of Electricity

DEPC : Division of Studies, Forecasting and Cooperation

DERME : Department of Renewable Energy and Energy Management

DGRE : Department of Water Resources Management

DMRE : Department of Water Resources Mobilisation

DPPG : Department of Oil and Gas Products

EDC : Electricity Development Corporation

EDF : Electricité De France

ENEO : Energy of Cameroon

HYDRAC : Hydrocarbons Analysis Controls

HYDROMEKIN : Hydro Mekin Electric Development Corporation

MINEE : Ministry of Water and Energy

NHPC : Nachtigal Hydro Power Company

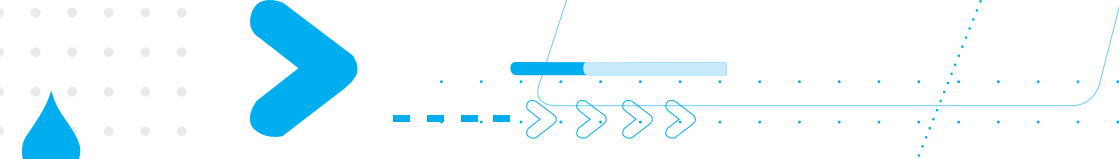
NGO's : Non-Governmental Organisations

SCDP : Cameroonian Company of Petroleum Depots

SG : Secretariat General

SONARA : National Refining Company

SONATREL : National Electricity Transmission Company



I- PRESENTATION DU MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ENERGIE :

Le Ministère de l'Eau et de l'Énergie est placé sous l'autorité d'un Ministre.

Le Ministre de l'Eau et de l'Énergie est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de production, de transport, de distribution de l'eau et de l'énergie. A ce titre, il est chargé :

- de l'élaboration des stratégies et des plans gouvernementaux en matière d'alimentation en eau et en énergie ;
- de la prospection, de la recherche et de l'exploitation des eaux en milieu urbain et rural ;
- de l'amélioration quantitative et qualitative de la production d'eau et d'énergie ;
- de la promotion des investissements dans les secteurs de l'eau et de l'énergie, en liaison avec le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire et les Administrations concernées ;
- de la promotion des énergies nouvelles, en liaison avec le Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation ;
- de la régulation de l'utilisation de l'eau dans les activités agricoles, industrielles et sanitaires, en liaison avec les Administrations concernées ;
- du suivi de la gestion des bassins d'eau ;
- du suivi de la gestion des nappes phréatiques ;
- du suivi du secteur pétrolier et gazier aval ;
- du suivi des entreprises de régulation dans les secteurs de l'eau et de l'énergie.

Il exerce la tutelle sur les établissements et les sociétés de production, de transport, de distribution et de régulation de l'eau, de l'électricité, du gaz et du pétrole, notamment :

- la Cameroon Water Utilities Corporation (CAMWATER) ;
- la Société ENEO CAMEROON S.A. ;
- l'Electricity Development Corporation (EDC) ;
- l'Agence de l'Electrification Rurale (AER) ;
- l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité (ARSEL) ;
- la Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers (SCDP) ;
- la Société Nationale de Raffinage (SONARA) ;



I- PRESENTATION OF THE MINISTRY OF WATER AND ENERGY :

The Ministry of Water and Energy is under the authority of a Minister.

The Minister of Water and Energy is responsible for developing and implementing the Government's policy on the production, transport and distribution of water and energy. As such, he is responsible for:

- the development of government strategies and plans for water and energy supply;
- urban and rural water exploration; research and exploitation;
- the quantitative and qualitative improvement of water and energy production;
- the promotion of investments in the water and energy sectors, in liaison with the Ministry of the Economy, Planning and Regional Development and the relevant administrations;
- the promotion of new energies, in conjunction with the Ministry of Scientific Research and Innovation;
- regulation of water use in agricultural, industrial and sanitary activities, in liaison with the relevant administrations;
- monitoring the management of water basins;
- monitoring of groundwater management;
- monitoring of the downstream oil and gas sector;
- monitoring of regulatory companies in the water and energy sectors.

He supervises the institutions and companies involved in the production, transport, distribution and regulation of water, electricity, gas and oil, including:

- Cameroon Water Utilities Corporation (CAMWATER);
- Electricity Development Corporation (EDC);
- Rural Electrification Agency (AER);
- Electricity Sector Regulatory Agency (ARSEL);
- Cameroonian Company of Petroleum Depots (SCDP);
- National Refining Company (SONARA);
- National Electricity Transport Company (SONATREL);
- Hydro Mekin Electric Development Corporation (HYDROMEKIN).

- la Société Nationale de Transport d'Electricité (SONATREL) ;
- la Société Hydro Mekin Electric Development Corporation (HYDROMEKIN).

Pour l'accomplissement de ses missions, le Ministre de l'Eau et de l'Energie dispose :

- d'un Secrétariat Particulier ;
- de deux (02) Conseillers Techniques ;
- d'une Inspection Générale ;
- d'une Administration Centrale ;
- de Services Déconcentrés.

*** L'Administration Centrale comprend :**

- le Secrétariat Général (SG) ;
- la Division des Etudes, de la Prospective et de la Coopération (DEPC) ;
- la Direction de la Mobilisation des Ressources en Eau (DMRE) ;
- la Direction de la Gestion des Ressources en Eau (DGRE) ;
- la Direction de l'Electricité (DEL) ;
- la Direction des Produits Pétroliers et du Gaz (DPPG) ;
- la Direction des Energies Renouvelables et de la Maîtrise de l'Energie (DERME) ;
- la Direction des Affaires Générales (DAG).

*** Sont rattachés au Secrétariat Général :**

- la Division des Affaires Juridiques ;
- la Cellule de Suivi ;
- la Cellule de Communication ;
- la Cellule Informatique ;
- la Cellule de Traduction ;
- la Sous-Direction de l'Accueil, du Courrier et de Liaison ;
- le Service de la Documentation et des Archives

*** Les Services Déconcentrés du Ministère de l'Eau et de l'Energie comprennent :**

- les Délégations Régionales ;
- les Délégations Départementales.



To carry out his tasks, the Minister of Water and Energy has:

- a Private Secretariat;
- two (02) Technical Advisers;
- an Inspectorate General;
- a Central Administration;
- Decentralised Services.

*** The Central Administration consists of :**

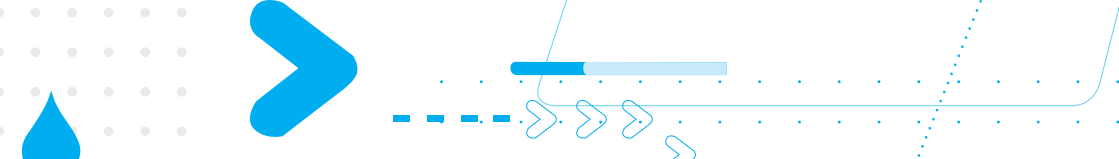
- the Secretariat General (SG);
- The Division of Studies, Forecasting and Cooperation (DEPC);
- the Department of Water Resource Mobilisation (DMRE);
- the Department of Water Resource Management (DGRE);
- the Department of Electricity (DEL);
- the Department of Petroleum Products and Gas (DPPG);
- the Department of Renewable Energy and Energy Management (DERME);
- the Department of General Affairs (DAG).

*** The following are attached to the Secretariat General:**

- the Legal Affairs Division;
- the Follow-up Unit;
- the Communication Unit;
- the Computer Unit ;
- the Translation Unit;
- the Sub-Department for Reception, Mail and Liaison;
- the Department of Documentation and Archives

*** The decentralised services of the Ministry of Water and Energy include :**

- Regional Delegations;
- Divisional Delegations.



II-ACTEURS DU SOUS-SECTEUR EAU ET ENERGIE : A-DOMAINE DE L'ENERGIE :

L'organisation du Sous-secteur Eau et Énergie dans le domaine de l'énergie permet de regrouper les intervenants en fonction de leur activité principale :

*** En matière d'électricité, il y'a lieu de distinguer :**

- Les producteurs qui sont: EDC, HYDROMEKIN, ENEO, NHPC, le groupe GLOBELEG, l'AER;
- Le transporteur : SONATREL ;
- Le distributeur : ENEO CAMEROON S.A. ;
- Le régulateur : ARSEL ;
- L'Agence d'Electrification rurale : AER ;
- Les partenaires: EDF, AGGREKO, SCATEC, HYDROMINE.

*** S'agissant des produits pétroliers :**

- La production est assurée par la SONARA ;
- Le stockage est réservé à la SCDP ;
- Le transport et la distribution sont assurés par les différents Marketers;
- Le contrôle de la qualité est opéré par plusieurs partenaires, à l'instar de la société HYDRAC sous la houlette du MINEE.

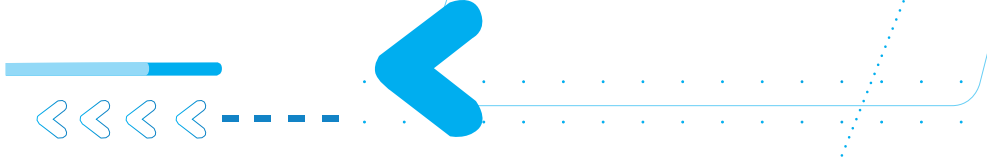
B-DOMAINE DE L'EAU :

L'organisation du Sous-secteur Eau et Energie dans le domaine de l'eau fait principalement référence à la mobilisation et à la gestion des ressources en eau.

* La mobilisation des ressources en eau en zone urbaine et péri-urbaine est réservée au concessionnaire CAMWATER qui en assure la production, le transport et la distribution; tandis qu'en zone rurale elle relève d'une part des compétences transférées aux communes (en ce qui concerne les forages et les mini réseaux d'adduction d'eau potable) et au Ministère de l'Eau et de l'Energie pour les adductions d'eau potable.

* La gestion des ressources en eau fait référence aux différentes activités liées à l'usage de l'eau à l'instar du contrôle de la qualité de l'eau; de la gestion des bassins d'eau de l'assainissement liquide etc.

Dans ce registre interviennent les services du MINEE en charge de la gestion des ressources, les CTD's, les organismes du Système des Nations Unies, les ONG's et diverses associations partenaires au Développement.



II-STAKEHOLDERS IN THE WATER AND ENERGY SUB-SECTOR: A- ENERGY SECTOR:

The organisation of the Water and Energy Sub-sector in the field of energy allows the stakeholders to be grouped according to their main activity:

*** For electricity, a distinction should be made between :**

- The producers include: EDC, HYDROMEKIN, ENEO, NHPC, the GLOBELEG group, AER ;
- The transporter: SONATREL
- The distributor : ENEO CAMEROON S.A.;
- The regulator : ARSEL;
- The Rural Electrification Agency: AER;
- Partners: EDF, AGGREKO, SCATEC, HYDROMINE.

*** For petroleum products:**

- Production is carried out by SONARA;
- Storage is reserved to SCDP;
- Transport and distribution are handled by the various Marketers;
- Quality control is carried out by several partners such as HYDRAC under the leadership of MINEE.

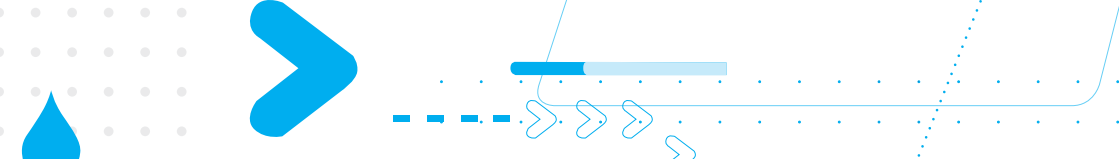
B-WATER SECTOR:

The organisation of the Water and Energy Subsector in the water sector refers mainly to the mobilisation and management of water resources.

* The mobilisation of water resources in urban and peri-urban areas is reserved to CAMWATER, which is responsible for production, transport and distribution, while in rural areas it is the responsibility of the councils (for boreholes and mini drinking water supply networks) and the Ministry of Water and Energy for drinking water supply.

* Water resources management refers to the various activities related to water use such as water quality control; water basin management; liquid sanitation etc.

In this area, MINEE's services in charge of resource management, the regional and local authorities, the United Nations system, NGOs and various development partner associations are involved.



III-PROCEDURES DIVERSES DU SOUS SECTEUR EAU ET ENERGIE:

La réglementation en vigueur dans les différents domaines du Sous-secteur est la suivante :

A-DOMAINES DE L'EAU :

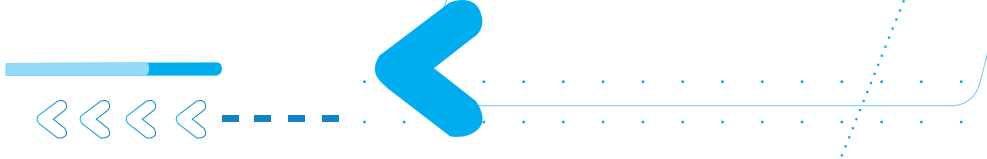
• Les activités liées à l'utilisation de l'eau sont régies par la **Loi N° 98-005 du 14 Avril 1998 PORTANT REGIME DE L'EAU** qui fixe, dans le respect des principes de gestion de l'environnement et de protection de la santé publique, le cadre juridique général du régime de l'eau. Elle stipule à ce sujet que : l'eau est un bien du patrimoine commun de la Nation dont l'Etat assure la protection et la gestion et en facilite l'accès à tous. Toutefois, l'Etat peut transférer tout ou partie de ses prérogatives aux collectivités territoriales décentralisées. (Ces compétences ont été transférées conformément au **Décret N°2010/0239/PM du 26 février 2010** fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux Communes en matière d'alimentation en eau potable dans les zones non couvertes par le réseau public de distribution de l'eau concédé par l'Etat).

La gestion de l'eau peut, également, faire l'objet de concession ou d'affermage, suivant des modalités fixées par un décret d'application de la présente loi.

Aux termes de la présente loi et de ses textes d'application, il faut entendre par :

- (1) eaux de surface : les eaux de ruissellement, les cours d'eau et les eaux stagnantes ;
- (2) eaux souterraines : les eaux d'infiltration et les nappes ;
- (3) eaux de source : les eaux proposées dans le commerce pour qu'il soit fait état de leurs qualités thérapeutiques ;
- (4) eaux minérales : les eaux souterraines contenant des substances minérales dissoutes ayant une action thérapeutique.

• Conformément au **Décret N°2001/164/PM DU 08 Mai 2001 précisant les modalités et conditions de prélèvement des eaux de surface ou des eaux souterraines à des fins industrielles ou commerciales** les prélèvements des eaux de surface ou des eaux souterraines à des fins industrielles ou commerciales sont soumis à une autorisation préalable. Sont considérés comme affectés à des fins domestiques et dispensés en conséquence de l'autorisation, les prélèvements des eaux de surface ou des eaux souterraines, destinés exclusivement à la satisfaction des besoins des personnes physiques propriétaires des installations de prélèvement ainsi que ceux des personnes résidant habituellement sous leur toit, dans les limites des quantités d'eaux nécessaires à l'alimentation humaine, aux besoins d'hygiène, et aux productions végétales ou animales réservées à la consommation familiale.



III-VARIOUS PROCEDURES OF THE WATER AND ENERGY SUB-SECTOR:

The regulations in force in the various areas of the subsector are as follows:

A-WATER SECTOR :

- Activities related to the use of water are governed by **Law No. 98-005 of 14 April 1998 ON WATER REGIME**, which sets out the general legal framework of the water regime in accordance with the principles of environmental management and public health protection. In this regard, it stipulates that: water is an asset of the nation's common heritage, which the State protects and manages and facilitates access for all.

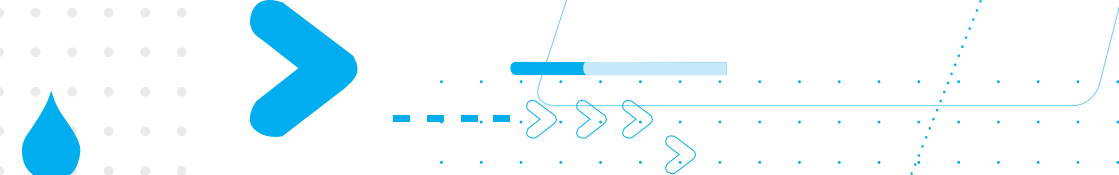
However, the State can transfer all or part of its prerogatives to regional and local authorities. (These competences were transferred in accordance with **Decree No. 2010/0239/PM of 26 February 2010** setting the modalities for exercising certain competences transferred by the State to the Councils in terms of drinking water supply in areas not covered by the public water distribution network conceded by the State).

The management of water may also be the subject of a concession or leasing, in accordance with the terms set out in a decree implementing this law.

Under the terms of this Law and its implementing legislation, the following definitions apply:

- (1) surface water: runoff, streams and standing water;
- (2) groundwater: infiltration and groundwater;
- (3) spring waters: waters that are commercially available to claim therapeutic qualities;
- (4) mineral waters: groundwater containing dissolved mineral substances with a therapeutic action.

- In accordance with **Decree No.2001/164/PM of 8 May 2001 specifying the terms and conditions for the abstraction of surface water or groundwater for industrial or commercial purposes**, the abstraction of surface water or groundwater for industrial or commercial purposes is subject to prior authorisation. The following are considered to be assigned to domestic purposes and exempted from authorisation: surface or groundwater withdrawals intended exclusively to satisfy the needs of the natural persons who own the withdrawal installations and those of the persons usually residing under their roof, within the limits of the quantities of water necessary for human consumption, hygiene needs, and plant or animal production reserved for family consumption.



A.1. L'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT DES EAUX DE SURFACE OU DES EAUX SOUTERRAINES À DES FINS INDUSTRIELLES OU COMMERCIALES :

Toute personne désirant implanter et/ou exploiter une installation comprenant un ou plusieurs ouvrages permettant le prélèvement des eaux de surface ou souterraines à des fins industrielles ou commerciales, adresse une demande d'autorisation au Ministre chargé de l'eau. La demande d'autorisation dont l'original est timbrée au tarif en vigueur, est déposée en quatre (4) exemplaires à la délégation départementale compétente de l'administration chargée de l'eau. Elle comporte :

- le formulaire réglementaire complété, signé et timbré au tarif en vigueur ;
 - une étude d'impact accompagnée de la décision y afférente de l'administration chargée de l'environnement ;
 - un extrait du plan cadastral déclaré conforme par l'administration chargée des domaines situant le projet dans son environnement ;
 - un extrait de la carte de la région à l'échelle 1/10 000 sur lequel est indiqué la position de la prise d'eau
 - un reçu de versement auprès de l'agent intermédiaire des recettes du Ministère chargé de l'eau attestant du paiement pour frais d'ouverture et d'étude de dossier d'une somme de :
 - cinquante mille (50 000) francs CFA pour les prélèvements inférieurs à cent (100) mètres cubes d'eau par jour ;
 - deux cent mille (200 000) francs CFA pour les prélèvements compris entre cent (100) et cinq cents (500) mètres cubes d'eau par jour ;
 - trois cent mille (300 000) francs CFA pour les prélèvements compris entre cinq cents (500) et mille (1 000) mètres cubes d'eau par jour ;
 - cinq cent mille (500 000) francs CFA pour les prélèvements supérieurs à mille (1 000) mètres cubes d'eau par jour.
 - le résultat d'analyses physico-chimiques et bactériologiques de l'eau ;
 - un certificat de conformité environnementale ;
 - toute autre information complémentaire exigée par l'administration chargée de l'eau
- Lorsque l'implantation d'une installation de prélèvement des eaux à des fins industrielles ou commerciales nécessite l'obtention préalable d'un permis de bâtir, la demande d'autorisation doit être accompagnée dudit permis.

L'autorisation de prélèvement est accordée par arrêté du Ministre chargé de l'eau, sous réserve des droits des tiers, pour une durée de cinq (5) ans renouvelable

Dans un délai d'un mois à compter de la date de dépôt de la demande, le Ministre chargé de l'eau peut, en tant que de besoin, ouvrir une enquête publique. Il nomme à cet effet des commissaires enquêteurs. L'ouverture de cette enquête est publiée par les soins :

- du préfet du département du lieu de situation de l'installation de prélèvement ;
- du sous-préfet de l'arrondissement concerné ;
- du maire de la commune du lieu d'implantation de ladite installation.

La surveillance et le contrôle des installations de prélèvement des eaux sont exercés sous l'autorité du Ministre chargé de l'eau par des agents assermentés et commissionnés à cet effet ; les exploitants ou les responsables des installations de prélèvement des eaux sont tenus d'en faciliter l'accès aux agents assermentés.



A.1. AUTHORISATION FOR THE ABSTRACTION OF SURFACE WATER OR GROUNDWATER FOR INDUSTRIAL OR COMMERCIAL PURPOSES:

Any person who wishes to set up and/or operate an installation comprising one or more works allowing the abstraction of surface or ground water for industrial or commercial purposes, submits an application for authorisation to the Minister responsible for water.

The application for authorisation, the original of which is stamped at the current rate, is submitted in four (4) copies to the competent divisional delegation of the administration in charge of water. It includes :

- the completed, signed and stamped regulatory form at the current rate ;
- an impact assessment together with the relevant decision of the environmental authority ;
- an extract of the cadastral plan declared compliant by the administration in charge of domains, situating the project in its environment ;
- an extract of the map of the region at a scale of 1:10,000 showing the position of the water intake
- a payment receipt from the intermediary revenue agent of the Ministry in charge of water attesting to the payment for the opening and study of the file of a sum of :
 - fifty thousand (50,000) CFA francs for abstractions of less than one hundred (100) cubic metres of water per day;
 - two hundred thousand (200,000) CFA francs for abstractions between one hundred (100) and five hundred (500) cubic metres of water per day;
 - three hundred thousand (300,000) CFA francs for abstractions of between five hundred (500) and one thousand (1,000) cubic metres of water per day;
 - five hundred thousand (500,000) CFA francs for abstractions exceeding one thousand (1,000) cubic metres of water per day.
- the results of physical-chemical and bacteriological analyses of the water;
- a certificate of environmental compliance ;
- any other additional information required by the water authority.

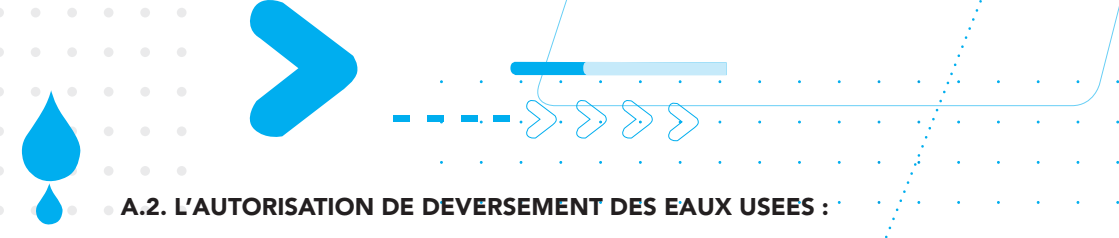
If the installation of a water abstraction system for industrial or commercial purposes requires a building permit, the application for authorisation must be accompanied by the said permit.

The abstraction authorisation is granted by order of the Minister in charge of water, subject to the rights of third parties, for a renewable period of five (5) years.

Within one month from the date of submission of the application, the Minister in charge of water may, if necessary, open a public enquiry. He appoints investigating commissioners for this purpose. The opening of this enquiry is published by:

- the Senior Divisional Officer of the division where the abstraction facility is located;
- the Divisional Officer of the Sub Division concerned;
- the mayor of the council in which the facility is located.

Supervision and control of water abstraction facilities are carried out under the authority of the Minister in charge of water by sworn agents commissioned for this purpose; the operators or those in charge of water abstraction facilities are required to facilitate access to the sworn agents.



A.2. L'AUTORISATION DE DEVERSEMENT DES EAUX USEES :

Conformément au **Décret N° 2001/165/PM DU 08 mai 2001** précisant les modalités de protection des eaux de surface et des eaux souterraines contre la pollution sont interdits les déversements, écoulements, jets, infiltrations, enfouissements, épandages, dépôts, directs ou indirects, dans les eaux de toute matière solide, liquide ou gazeuse et, en particulier, les déchets industriels, agricoles et atomiques susceptibles :

- d'altérer la qualité des eaux de surface ou souterraines ou des eaux de la mer, dans les limites territoriales ;
- de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la faune et la flore aquatiques ou sous-marines ;
- de mettre en cause le développement économique et touristique des régions.

Toutefois, le Ministre chargé de l'eau, peut, après enquête et avis des autres Administrations concernées, autoriser et réglementer les déversements visés ci-dessus, dans le cas où ceux-ci garantissent l'innocuité et l'absence de nuisances, compte tenu des caractéristiques de l'effluent et du milieu récepteur.

L'autorisation accordée peut être modifiée ou retirée soit à la demande du titulaire ou des tiers intéressés, soit à l'initiative de l'Administration, soit de plein droit, dans le cas prévu par l'acte d'autorisation.

Les déversements d'eaux résiduaires dans le réseau d'assainissement public ne doit nuire, ni à la conservation des ouvrages, ni à la gestion des eaux.

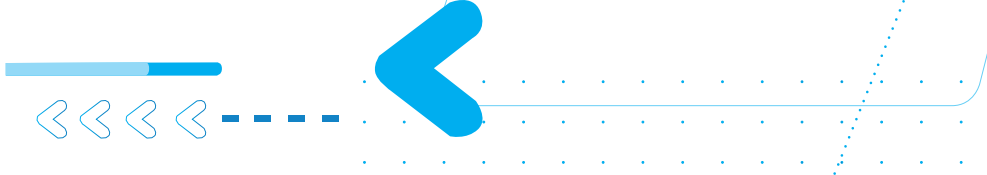
La demande d'autorisation de déversement est timbrée au tarif en vigueur et adressée en quatre (4) exemplaires au Ministre chargé de l'eau qui fait procéder, aux frais du demandeur, à la vérification des éléments de la demande par au moins deux (2) agents assermentés.

Le dossier de demande d'autorisation de déversement comporte :

- le formulaire réglementaire complété, signé et timbré au tarif en vigueur ;
- une quittance de 10.000 (dix mille) francs CFA ;
- le résultat d'analyse des eaux de rejet ;
- tout renseignement complémentaire qui serait exigé par l'autorité chargée de l'eau ;

Les personnes physiques ou morales propriétaires d'installations raccordées aux réseaux d'égouts publics ou privés, aux voies artificielles d'écoulement des eaux ou aux stations d'épuration des eaux usées, sont assujetties au paiement d'une taxe d'assainissement, suivant les modalités fixées par la loi des finances. Un arrêté conjoint des Ministres chargés respectivement de l'eau et de la normalisation fixe les normes et conditions de déversement des eaux usées.

Le contrôle des déversements visés par le présent décret est exercé sous l'autorité du Ministre chargé de l'eau, par des agents assermentés des administrations chargées respectivement de l'eau, de la santé publique, de l'environnement et le cas échéant de l'agriculture et de l'élevage, des pêches et des industries animales. Il fait l'objet d'un procès-verbal régulier et signé, suivant le modèle figurant à l'annexe III du présent décret.



A.2. AUTHORISATION FOR THE DISCHARGE OF WASTE WATER :

In accordance with **Decree No. 2001/165/PM of 8 May 2001** specifying the modalities for the protection of surface water and groundwater against pollution, it is forbidden to dump, flow, throw, infiltrate, bury, spread or deposit, directly or indirectly, in water any solid, liquid or gaseous material and, in particular, industrial, agricultural and atomic waste likely to :

- alter the quality of surface water, groundwater or sea water within the territorial limits;
- harm public health or aquatic or underwater fauna and flora;
- to jeopardise the economic and tourist development of the regions.

However, the Minister in charge of water may, after investigation and opinion of the other Administrations concerned, authorise and regulate the discharges referred to above, if they guarantee harmlessness and absence of nuisance, taking into account the characteristics of the effluent and the receiving environment.

The authorisation granted may be modified or withdrawn either at the request of the holder or interested third parties, or on the initiative of the Administration, or by right, in the case provided for in the authorisation act.

The discharge of wastewater into the public sewerage system must not be detrimental to the conservation of the works or to water management.

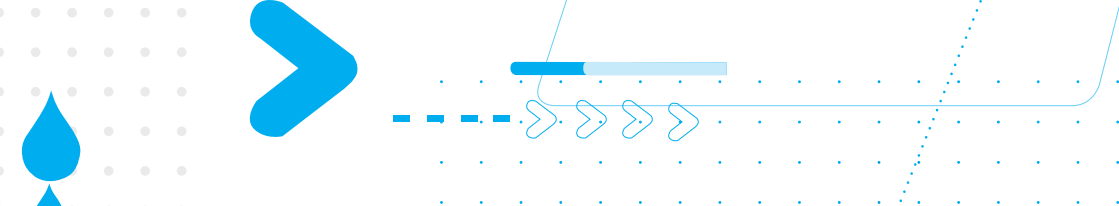
The application for a discharge permit is stamped at the current rate and sent in four (4) copies to the Minister in charge of water, who will have the elements of the application checked by at least two (2) sworn agents at the applicant's expense.

The discharge permit application file includes:

- the completed, signed and stamped regulatory form at the current rate;
- a payment receipt of 10,000 (ten thousand) CFA francs ;
- the result of the analysis of the discharge water ;
- any additional information required by the water authority ;

Natural or legal persons owning installations connected to public or private sewerage systems, artificial waterways or wastewater treatment plants are subject to the payment of a sewerage tax, in accordance with the procedures laid down by the Finance Law. A joint order of the Ministers responsible for water and standardisation respectively sets the standards and conditions for the discharge of wastewater.

The control of the discharges referred to in this decree is carried out under the authority of the Minister in charge of water, by sworn agents of the administrations in charge of water, public health, the environment and, if necessary, agriculture and livestock, fisheries and animal industries. It is the subject of a regular and signed report, according to the model appearing in appendix III of this decree.



B-DOMAINE DE L'ELECTRICITE :

La loi n° 2011/022 du 14 décembre 2011 régit le secteur de l'électricité au Cameroun, en vue de sa modernisation et de son développement.

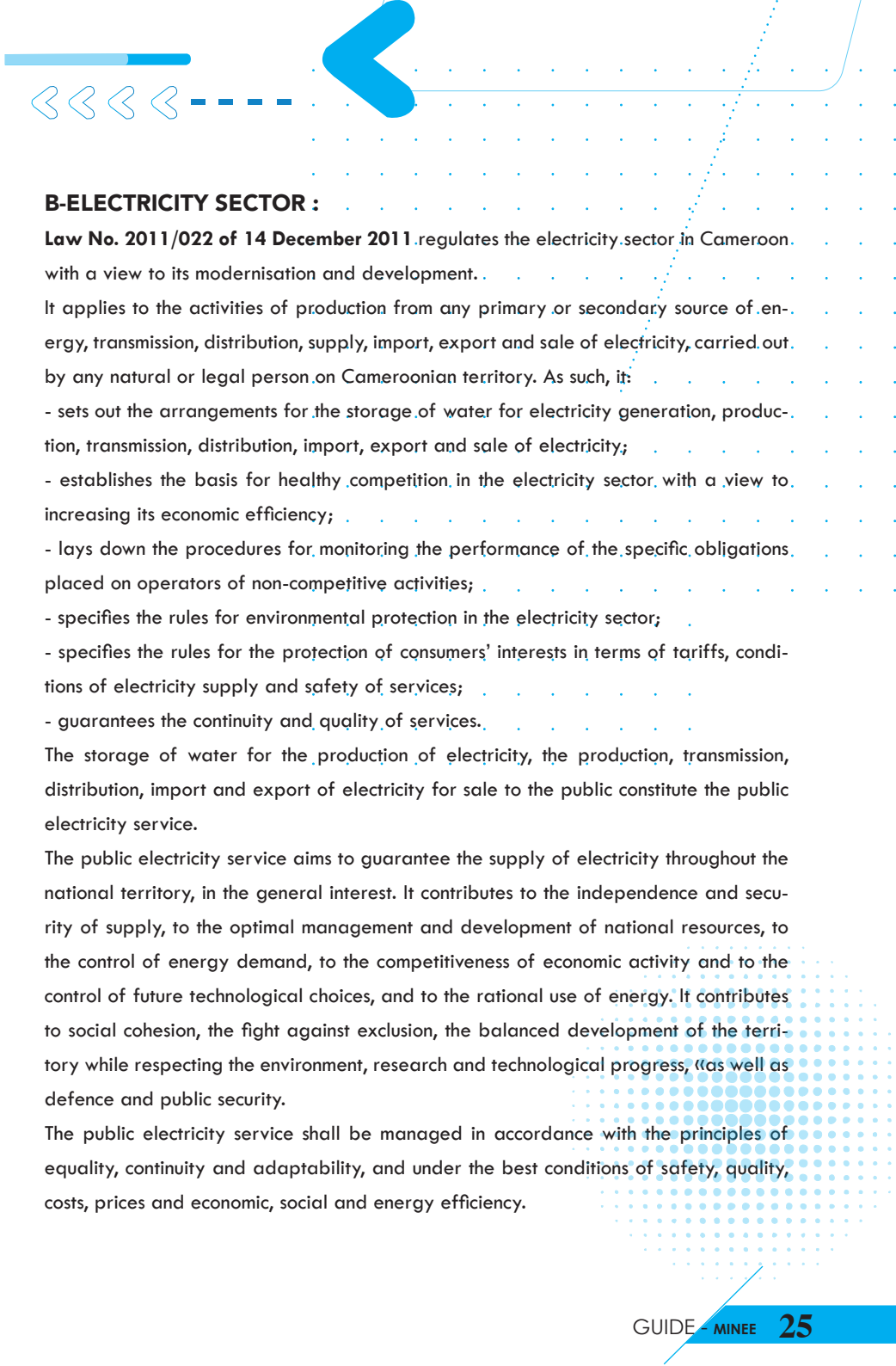
Elle s'applique aux activités de production à partir de toute source, primaire ou secondaire d'énergie, de transport, de distribution, de fourniture, d'importation, d'exportation et de vente de l'électricité, réalisées par toute personne physique ou morale sur le territoire camerounais. A ce titre elle :

- fixe les modalités de stockage d'eau en vue de la production d'électricité, de production, de transport de distribution, d'importation, d'exportation et de vente d'électricité;
- établit les bases d'une saine concurrence dans le secteur de l'électricité en vue d'en accroître l'efficacité économique;
- fixe les modalités de contrôle de l'exécution des obligations spécifiques mises à la charge des opérateurs des activités non concurrentielles;
- précise les règles de protection de l'environnement, dans le secteur de l'électricité;
- précise les règles de protection des intérêts des consommateurs sur le plan des tarifs, des conditions de fourniture d'électricité et de sécurité des services;
- garantit la continuité et la qualité des prestations.

Le stockage de l'eau en vue de la production d'électricité, la production, le transport, la distribution, l'importation et l'exportation de l'électricité en vue de la vente de l'énergie au public constituent le service public de l'électricité.

Le service public de l'électricité a pour objet de garantir l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national, dans le respect de l'intérêt général. Il contribue à l'indépendance et à la sécurité d'approvisionnement, à la gestion optimale et au développement des ressources nationales, à la maîtrise de la demande d'énergie, à la compétitivité de l'activité économique et à la maîtrise des choix technologiques d'avenir, comme à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Il concourt à la cohésion sociale, à la lutte contre les exclusions, au développement équilibré du territoire dans le respect de l'environnement, à la recherche et au progrès technologique, «ainsi qu'à la défense et à la sécurité publique.

Le service public de l'électricité est géré dans le respect des principes d'égalité, de continuité et d'adaptabilité, et dans les meilleures conditions de sécurité, de qualité, de coûts, de prix et d'efficacité économique, sociale et énergétique.



B-ELECTRICITY SECTOR :

Law No. 2011/022 of 14 December 2011 regulates the electricity sector in Cameroon with a view to its modernisation and development.

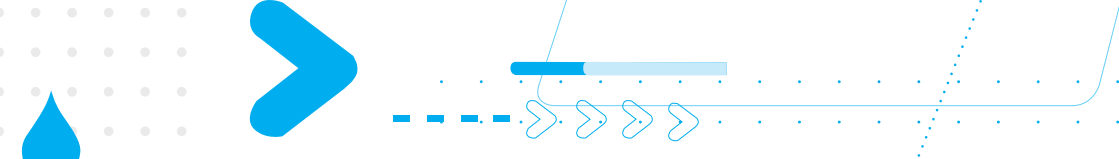
It applies to the activities of production from any primary or secondary source of energy, transmission, distribution, supply, import, export and sale of electricity, carried out by any natural or legal person on Cameroonian territory. As such, it:

- sets out the arrangements for the storage of water for electricity generation, production, transmission, distribution, import, export and sale of electricity;
- establishes the basis for healthy competition in the electricity sector with a view to increasing its economic efficiency;
- lays down the procedures for monitoring the performance of the specific obligations placed on operators of non-competitive activities;
- specifies the rules for environmental protection in the electricity sector;
- specifies the rules for the protection of consumers' interests in terms of tariffs, conditions of electricity supply and safety of services;
- guarantees the continuity and quality of services.

The storage of water for the production of electricity, the production, transmission, distribution, import and export of electricity for sale to the public constitute the public electricity service.

The public electricity service aims to guarantee the supply of electricity throughout the national territory, in the general interest. It contributes to the independence and security of supply, to the optimal management and development of national resources, to the control of energy demand, to the competitiveness of economic activity and to the control of future technological choices, and to the rational use of energy. It contributes to social cohesion, the fight against exclusion, the balanced development of the territory while respecting the environment, research and technological progress, «as well as defence and public security.

The public electricity service shall be managed in accordance with the principles of equality, continuity and adaptability, and under the best conditions of safety, quality, costs, prices and economic, social and energy efficiency.



B.1. REGIME JURIDIQUE DES ACTIVITES DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE :

L'exercice des activités dans le secteur de l'électricité est soumis à l'un des régimes juridiques suivants:

- la concession;
- la licence;
- l'autorisation;
- la déclaration;
- la liberté.

L'exercice des activités ci-dessus donne lieu au paiement d'une Redevance dont le taux, ainsi que les modalités de recouvrement et de répartition sont fixés par voie réglementaire.

* REGIME DE LA CONCESSION :

La Concession est une convention conclue de manière exclusive entre l'État et un opérateur, lui permettant d'exploiter le domaine public dans des limites territoriales précises, en vue d'assurer la production, le transport et la distribution de l'énergie électrique sur la base d'un cahier de charges.

Les activités suivantes sont soumises au régime de la concession, sauf disposition contraire de la présente loi :

- stockage d'eau établi sur le domaine public, pour la production d'électricité;
- production notamment hydroélectrique, établie sur le domaine public;
- gestion du réseau de transport;
- transport d'électricité;
- distribution d'électricité.

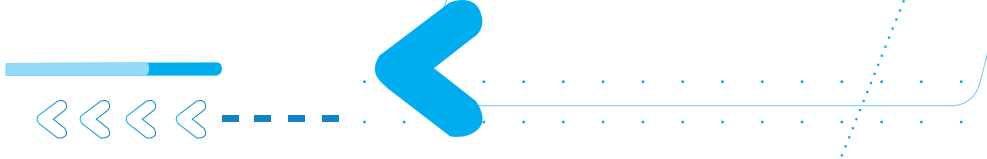
* REGIME DE LA LICENCE :

La Licence est le contrat ou titre administratif délivré par l'autorité compétente à un opérateur qualifié, ayant été sélectionné pour exercer des activités de production indépendante de vente d'énergie de très haute, haute tension et de moyenne tension, ainsi que des activités d'importation et d'exportation destinées totalement ou partiellement à des distributeurs ou des grands comptes.

Relèvent du régime de la licence:

- la production indépendante d'électricité;
- la vente de l'électricité de très haute, haute et moyenne tension;
- l'importation et l'exportation de l'électricité.

L'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité reçoit et instruit les demandes d'obtention de licences relatives aux activités ci-dessus et les transmet à l'Administration chargée de l'électricité



B.1. LEGAL REGIME FOR ACTIVITIES IN THE ELECTRICITY SECTOR :

The performance of activities in the electricity sector is subject to one of the following legal regimes:

- Concession;
- Licence;
- Authorisation;
- Declaration;
- Freedom.

The performance of the above activities gives rise to the payment of a fee, the rate of which, and the methods of collection and distribution, are laid down by regulation.

* THE CONCESSION REGIME :

A Concession is an agreement concluded exclusively between the State and an operator, allowing the latter to exploit the public domain within precise territorial limits, with a view to ensuring the production, transmission and distribution of electrical energy on the basis of a set of specifications.

The following activities are subject to the concession regime, unless otherwise provided for in this law:

- water storage established on the public domain, for electricity generation;
- hydroelectric production, established on the public domain;
- transmission network management;
- electricity transmission;
- electricity distribution.

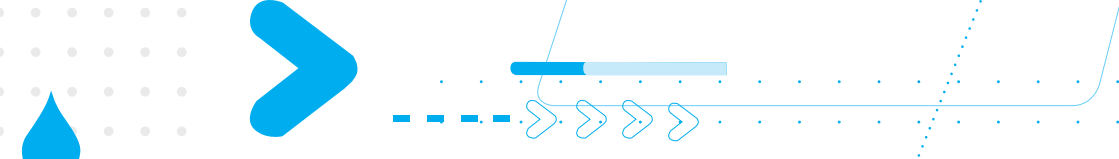
* LICENCE REGIME:

A Licence is the contract or administrative title issued by the competent authority to a qualified operator who has been selected to carry out independent production and sale of extra high, high and medium voltage energy, as well as import and export activities intended wholly or partly for distributors or large corporations.

The following are subject to the licence regime:

- independent power production;
- the sale of extra high, high and medium voltage electricity;
- the import and export of electricity.

The Electricity Sector Regulatory Agency receives and examines applications for licences for the above activities and forwards them to the Administration in charge of electricity.



* REGIME DE L'AUTORISATION :

L'Autorisation est l'acte juridique délivré par l'autorité compétente, permettant la réalisation d'une activité dans le secteur de l'électricité, et constatant que l'opérateur remplit les conditions et les obligations auxquelles il est soumis par la présente loi et ses textes d'application.

Relèvent du régime de l'autorisation dans les conditions fixées par voie réglementaire :

- les installations d'auto- production d'une puissance supérieure à 1MW;
- l'établissement et l'exploitation d'une distribution d'énergie électrique en vue de fournir directement ou indirectement une puissance inférieure ou égale à 100 KW ;
- l'établissement de lignes électriques privées utilisant ou traversant une voie publique ou un point situé à moins de dix (10) mètres de distance horizontale d'une ligne électrique, téléphonique ou télégraphique existante sur le domaine public.

L'autorisation ne peut être accordée que dans' le cas où il y'a carence du service public de l'électricité, en raison de l'inexistence ou de l'insuffisance dans la région concernée des moyens de production, de transport et de distribution d'énergie électrique.

* REGIME DE LA DECLARATION

Lorsque la puissance des installations d'auto-production est supérieure à 100KW et inférieure à 1 MW, le propriétaire est tenu de faire une déclaration préalable à leur mise en service auprès de l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité.

* REGIME DE LA LIBERTE

L'établissement des lignes électriques privées est libre lorsque les ouvrages sont entièrement implantés sur une propriété privée; à condition qu'aucune voie publique ne soit utilisée par ces lignes et que les conducteurs ne soient, en aucun point, situés à moins de dix (10) mètres de distance horizontale d'une ligne électrique, téléphonique ou télégraphique existante sur le domaine public ; elle doit satisfaire aux standards et normes homologués.

L'Administration chargée de l'électricité ou l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité selon le cas, peuvent annuler les concessions, licences, autorisation, ou déclarations et prononcer la déchéance de tout opérateur ou exploitant en cas de décision de dissolution anticipée, de liquidation judiciaire assortie ou non d'une autorisation de continuation de l'entreprise, ou de faillite.



* **AUTHORISATION REGIME:**

An Authorisation is a legal act issued by the competent authority, enabling an activity to be carried out in the electricity sector, and stating that the operator meets the conditions and obligations to which it is subject by this law and its implementing instruments.

The following are subject to the authorisation regime under the conditions laid down by regulation:

- self-generation facilities with a capacity of more than 1MW;
- the setting up and operation of an electrical energy distribution system for the direct or indirect supply of power up to 100 KW;
- the setting up of private electricity lines using or crossing a public road or a point located at less than ten (10) metres horizontal distance from an existing electricity, telephone or telegraph line on the public domain.

Authorisation may only be granted in cases where there is a lack of public electricity service, due to the non-existence or insufficiency in the region concerned of means of production, transmission and distribution of electrical energy.

* **DECLARATION REGIME**

The owner of a self-generation facility with a capacity of more than 100KW and less than 1 MW is required to make a declaration to the Electricity Sector Regulatory Agency prior to commissioning.

* **FREEDOM REGIME**

The installation of private electricity lines is free when the works are entirely located on private property; provided that no public road is used by these lines and that the conductors are not, at any point, located at less than ten (10) metres horizontal distance from an existing electricity, telephone or telegraph line on the public domain; it must comply with approved standards and norms.

The Administration in charge of electricity or the Electricity Sector Regulatory Agency, as the case may be, may cancel concessions, licences, authorisations, or declarations and declare the forfeiture of any operator in the event of a decision to dissolve the company early, judicial liquidation with or without authorisation to continue the company, or bankruptcy.

B.2. COMPOSITION ET FRAIS D'INSTRUCTION DES DOSSIERS DE DEMANDE DE TITRES :

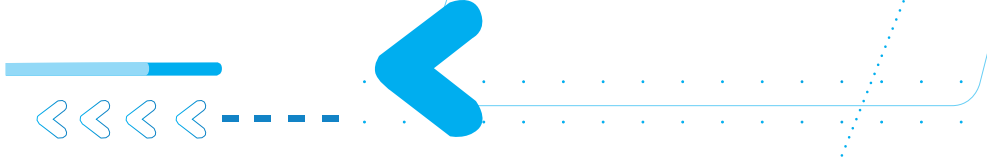
Conformément à l'Arrêté N°00000193/A/MINEE du 28 avril 2014, la composition et les frais d'instruction pour les dossiers de demande de titres varient en fonction du régime sollicité.

• La demande de concession, de licence ou d'autorisation :

Elle est accompagnée d'un dossier administratif et d'un dossier technique constitués en double exemplaires.

Le dossier administratif comprend les pièces suivantes :

- Une description de l'entreprise fournissant les informations ci-après :
 - La dénomination ou la raison sociale ;
 - La nationalité ;
 - Le domicile et l'adresse professionnelle du demandeur ;
 - L'objet principal de l'entreprise ;
 - Les noms et prénoms, la qualité, la nationalité de toutes les personnes ayant une responsabilité dans la gestion de l'entreprise (président, directeur, gérant, membres du Conseil d'administration).
 - Tout document justifiant la capacité technique et l'expérience du demandeur dans le domaine de l'activité pour laquelle une concession, une licence ou une autorisation est demandée ;
 - Tout document justifiant la capacité financière du demandeur, notamment les comptes d'exploitation, les bilans des trois (03) derniers exercices et la liste des principaux actionnaires s'il y a lieu. Toutefois, si le demandeur est une entreprise nouvellement créée, il ne lui sera demandée qu'une note exposant les éléments justifiant sa capacité financière, et contenant notamment le bilan d'ouverture de la société ;
 - Un reçu de versement des frais d'instruction du dossier délivré par l'Agence ;
 - Les autorisations nécessaires délivrées par l'autorité compétente au cas où les travaux de construction des ouvrages envisagés empiètent ou traversent des zones protégées.
- Le dossier technique comprend, selon le cas, les pièces et les informations suivantes :
- Les indications des périmètres des autorisations, des licences ou des concessions demandées ;
 - La nature de l'activité envisagée ;
 - Le lieu d'implantation des ouvrages ;
 - Une description des ouvrages à réaliser indiquant les caractéristiques techniques des installations ;
 - Les sources d'énergie primaire utilisées ;
 - Une attestation de conformité des installations électriques aux standards homologués et aux normes de sécurité ;
 - Une étude d'impact environnementale et sociale réalisée conformément aux prescriptions en vigueur ;
 - Un plan de situation à l'échelle 1/20000 ;



B.2. COMPOSITION AND PROCESSING FEES FOR PERMIT APPLICATIONS

Pursuant to Order **No. 00000193/A/MINEE of 28 April 2014**, the composition and the processing fees for permit applications vary depending on the system that is requested.

- The application for a concession, licence or authorisation:

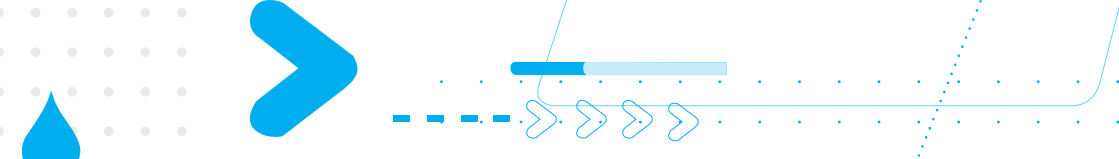
It is composed of two copies of an administrative and a technical file.

The administrative file consists of the following documents :

- A description of the company which includes the following information:
- The company's name;
- Nationality;
- The applicant's place of residence and business address;
- The main purpose of the company;
- The full name, title and nationality of all persons involved in the management of the company (Chairman, Director, Manager, members of the Board of Directors).
- Any document justifying the technical capacity and experience of the applicant in the area of activity for which a concession, licence or authorisation is requested;
- Any document justifying the financial capacity of the applicant, in particular the operating accounts, balance sheets for the last three (3) financial years and the list of the main shareholders, if need be. However, in case the applicant is a newly established company, it will only be required to submit a note stating the elements justifying its financial capacity, and containing in particular the company's opening balance sheet;
- A receipt of payment of the application processing fee issued by the Agency;
- The necessary authorisations issued by the competent authority in case the construction of the planned facilities encroach on or cross through protected areas.

The technical file comprises, as appropriate, the following documents and information:

- Indications concerning the perimeters of the authorisations, licences or concessions applied for;
- The nature of the activity to be undertaken;
- The area where the facilities are to be established;
- A description of the facilities to be constructed indicating their technical characteristics;
- The primary energy sources to be used;
- A Certificate of Electrical Compliance with approved standards and safety norms;
- An Environmental and Social Impact Assessment conducted in accordance with the regulations in force;
- A site plan on a scale of 1:20000;

- 
- Une carte à l'échelle 1/5000 indiquant les limites géographiques du périmètre de l'activité envisagée ;
 - Un plan sommaire de lieux et des ouvrages projetés sur lequel sont indiquées les limites géographiques des périmètres occupés par les ouvrages et leurs annexes ;
 - Un plan d'ensemble des ouvrages ;
 - Une étude économique et financière faisant ressortir, entre autres, le montant des investissements, le compte d'exploitation prévisionnel de l'activité envisagée, les objectifs à atteindre en ce qui concerne notamment le nombre des consommateurs et la qualité de service ;
 - Une étude tarifaire faisant ressortir les différentes catégories tarifaires retenues, ainsi que les tarifs appliqués et les formules d'ajustement desdits tarifs ;
 - Un projet de contrat et de cahier des charges de concession, de licence ou d'autorisation conforme aux cahiers des charges types élaborés par l'Agence et approuvés par l'administration chargée de l'électricité ;
 - La durée probable des travaux d'implantation des ouvrages ;
 - La durée de la concession, de la licence ou de l'autorisation demandée ;
 - Les accords éventuels entre le demandeur et les collectivités territoriales décentralisées ou les populations riveraines sur l'indemnisation des droits aliénés.

Lorsqu'il s'agit d'un aménagement hydroélectrique, en plus des pièces énumérées ci-dessus, le dossier comprend les pièces et informations suivantes :

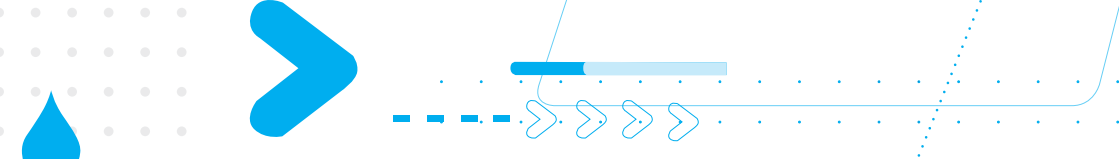
- Un extrait d'une carte à l'échelle de 1/50000 de la région où les ouvrages seront implantés ;
- Les noms des cours d'eau, des lacs, des marées, le lieu de l'utilisation de l'énergie avec les noms des localités où les ouvrages seront établis ;
- L'impact potentiel sur les ouvrages hydrauliques placés immédiatement en amont ou en aval ;
- Le profil en long du cours d'eau, du lac ou de la mer intéressant les travaux, ainsi que celui de la dérivation ;
- Le profil en travers du lieu d'implantation des ouvrages ;
- Un plan des terrains submersibles avec l'indication des diverses natures de cultures et de la surface totale de chacune d'elles ;
- les caractéristiques du site à aménager notamment la hauteur de la chute et le débit du cours d'eau respectivement de crue, d'étiage et la crue exceptionnelle ;
- les capacités optimales du site ;
- les changements présumés que l'exécution des travaux et l'exploitation de l'usine pourront apporter au niveau du site à aménager et sur le régime des eaux, soit en amont, soit en aval.



- A map on a scale of 1/5000 indicating the geographical boundaries of the proposed activity;
- A summary plan of the premises and the projected facilities on which are indicated the geographical boundaries of the areas occupied by the facilities and their annexes;
- An overall plan of the facilities;
- An economic and financial study presenting, among other things, the amount of the investments, the projected operating account for the proposed activity, the objectives to be achieved, particularly with regard to the number of consumers and the service quality;
- A tariff study showing the different tariff categories selected, as well as the tariffs applied and the formulas for adjusting these tariffs;
- A draft contract and specifications for the concession, licence or authorisation complying with the standard specifications drawn up by the Agency and approved by the administration in charge of electricity;
- The estimated duration of the works;
- The duration of the concession, licence or authorisation requested;
- Any agreements between the applicant and the Regional and Local Authorities or the local population on the compensation for alienated property.

In the case of a hydroelectric development project, in addition to the documents listed above, the file includes the following documents and information :

- An extract from a map on a scale of 1:50000 showing the area where the facilities will be constructed;
- The names of the rivers, lakes, tides, the place where the energy will be used and the names of the localities where the facilities will be constructed;
- The potential impact on the hydraulic systems located directly upstream or downstream;
- The longitudinal profile of the stream, lake or sea affected by the works, as well as that of the diversion;
- The cross-profile of the area where the facilities are established;
- A plan of the submersible land indicating the various types of crops and the total surface area of each of them;
- The characteristics of the site to be developed, notably the height of the waterfall and the river flow during periods of flood, low water level and exceptional flood respectively;
- The optimum capacities of the site;
- The possible changes that the execution of the works and the operation of the plant may bring to the site and to the water regime, either upstream or downstream.



Lorsqu'il s'agit des lignes électriques, le dossier technique doit comporter, en plus des éléments énumérés ci-dessus, les pièces suivantes :

- une carte de la région à l'échelle 1:200000 au moins indiquant le tracé de la ligne;
- un plan à l'échelle 1:20000 au moins précisant la situation des lignes projetées par rapport aux habitations, aux lignes de télécommunications, aux adductions d'eau, aux réseaux électriques, aux routes, et une nomenclature des voies existantes. Ce plan doit revêtir le visa des concessionnaires et gestionnaires du domaine public concerné;
- la destination, les conditions générales et les dispositions principales du transport ou de distribution, les types d'ouvrages courants, les postes faisant partie du régime juridique demandé.

*** Les dossiers des concessions de production et de transport d'électricité à des fins industrielles :**

Ils doivent comporter en plus des éléments énumérés ci-dessus, les pièces suivantes:

- une description de l'activité industrielle, comprenant notamment les éléments d'identification relatifs au (x) site (s) industriel(s) dans le(s) quel(s) l'électricité produite et/ou transportée sera utilisée, ainsi qu'une estimation des besoins en électricité pour cette activité;
- les délais estimatifs dans lesquels les ouvrages de production et/ou de transport doivent être réalisés, compte tenu des besoins industriels.

La demande pour la concession de production d'électricité à des fins industrielles est assortie d'un dossier précisant la localisation, la description technique et les plans d'implantation des aménagements envisagés et les modalités envisagées, pour l'injection de l'électricité produite par l'aménagement dans les réseaux électriques.

La demande pour une concession de transport à des fins industrielles est assortie d'un dossier précisant les limites de(s) couloir(s) dans lesquels les ouvrages de transport seront implantés ainsi que la description technique des ouvrages et les plans d'implantation.

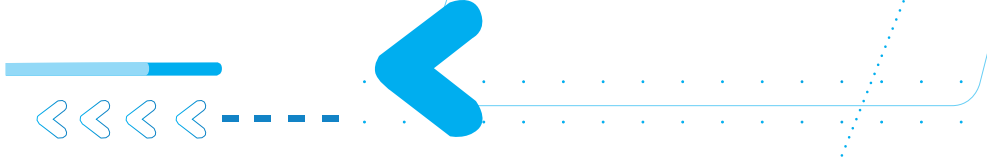
*** Les dossiers de licence :**

Les dossiers de licence d'importation, d'exportation et de vente de l'énergie électrique doivent fournir, en plus des éléments énumérés à l'article 3 ci-dessus, les informations suivantes:

- les pays d'origine ou de destination de l'énergie électrique;
- les standards et les normes électriques homologués desdits pays;
- les contrats d'achat ou de fourniture pour lesquels la licence est demandée;
- les contrats ou protocoles d'accord conclus avec les concessionnaires de transport ou de distribution, selon le cas, pour l'acheminement de l'énergie électrique aux points de consommation.

Lorsque l'implantation des ouvrages envisagés nécessite d'autres pièces administratives, notamment les titres fonciers, les permis de bâtir, l'arrêté d'utilité publique ou le décret d'expropriation, le dossier doit être accompagné des pièces concernées, le cas échéant.

L'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité peut, en tant que de besoin, demander au postulant de mettre à sa disposition, toute autre pièce ou information nécessaire à l'instruction du dossier.



With regard to electricity lines, in addition to the elements listed above, the technical file must include the following documents :

- A map of the region on a scale of at least 1:200000 showing the route of the line;
- A plan on a scale of at least 1:20000 identifying the location of the projected lines with respect to houses, telecommunication lines, water supplies, electricity networks, roads, and a list of existing roads. This plan must be approved by the concessionaires and managers of the State property in question;
- The destination, general conditions and main provisions for the transmission or distribution, the types of common facilities, and the substations that are part of the requested legal system.

*** Concession applications for the production and transmission of electricity for industrial purposes :**

In addition to the elements listed above, they must include the following documents:

- A description of the industrial activity, including in particular identification details of the industrial site(s) where the electricity produced and/or transmitted will be used, as well as an estimate of the electricity needed for this activity;
- The estimated time frame to complete the construction of production and/or transmission facilities, taking into account industrial needs.

The application for a concession for the production of electricity for industrial purposes shall be submitted together with a file specifying the location, technical description and site plans of the planned facilities as well as the procedures envisaged for the injection of the electricity produced into the electricity networks.

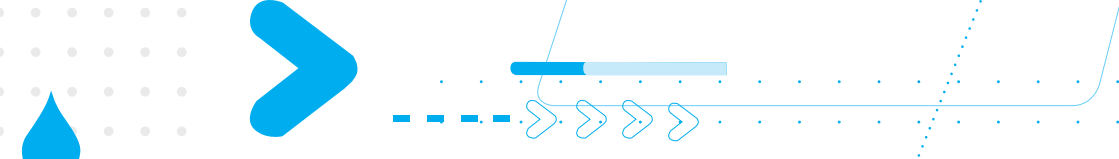
The application for a concession for electricity transmission for industrial purposes shall be submitted together with a file specifying the boundaries of the corridor(s) in which the transmission facilities will be installed, the technical description of the facilities and the site plans.

*** Licence Applications**

Licence applications for the import, export and sale of electrical energy must provide, in addition to the elements listed in Article 3 above, the following information:

- The countries of origin or destination of the electrical energy;
 - The approved electrical standards and norms of the said countries;
 - The purchase or supply contracts for which the licence is requested;
 - The contracts or Memorandums of Understanding signed with the transmission or distribution concessionaires, as the case may be, for the supply of electrical energy to the consumption points.
- In case other administrative documents such as land titles, building permits, public utility order or expropriation decree, are required for the establishment of the planned facilities, the file must be presented with the relevant documents, if any.

The Electricity Sector Regulatory Agency may, if necessary, ask the applicant to provide any other document or information necessary for the examination of the file.



* Les dossiers de déclaration

Lorsque la puissance des installations d'autoproduction est supérieure à 100 KW et inférieure à 1 MW, le propriétaire est tenu de faire une déclaration préalable à leur mise en service auprès de l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité contre un récépissé.

Le dossier de déclaration comprend :

- une déclaration sur papier libre timbré au tarif en vigueur indiquant;
- les noms, professions et domicile du propriétaire lorsqu'il s'agit d'une personne physique. Raison sociale et siège lorsqu'il s'agit d'une personne morale;
- les sources d'énergie primaire utilisée;
- la puissance des installations.
- une attestation de conformité des installations aux standards homologués;
- un reçu de versement des frais d'instruction du dossier délivré par l'agence.

L'établissement et l'exploitation des installations d'autoproduction d'électricité autres que les centrales hydroélectriques, dont la puissance est inférieure ou égale à 100 kW, ne sont soumis à aucune formalité légale ou administrative, sous réserve de la conformité desdites installations aux standards homologués et aux normes de sécurité.

*** Les frais d'instruction des dossiers :**

- La Concession : 100 000 000 FCFA ;
- La Licence : 50 000 000 FCFA ;
- L'Autorisation: 1 000 000- 5 000 000) FCFA ;
 - o Auto-production de 1MW- 5MW :2 500 000 FCFA ;
 - o Auto-production de 5MW :5 000 000 FCFA ;
 - o Distribution inférieure ou égale à 100 KW : 1 000 000 FCFA ;
- La Déclaration : 25 000 FCFA ;
- La Liberté : aucun frais.

Les frais de demande de titres versés à l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité sont non-remboursables



• **Declaration Applications**

When self-generating facilities have a power capacity greater than 100kW and less than 1MW, the owner is required to make a declaration, prior to their commissioning, to the Electricity Sector Regulatory Agency against a receipt.

The declaration application includes :

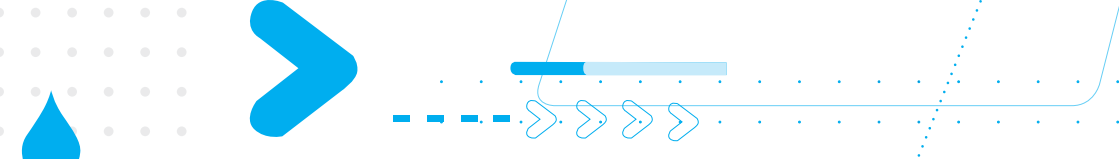
- A declaration on plain paper stamped at the current rate and indicating:
- The name, profession and address of the owner in the case of a natural person. The company name and headquarters in the case of a legal person;
- The primary energy sources used;
- The capacity of the facility.
- A certificate of compliance of the facilities with approved standards;
- A receipt of payment of the processing fee issued by the Agency;

The installation and operation of self-generating electricity facilities other than hydroelectric plants, whose power is less than or equal to 100kW, are not subject to any legal or administrative formalities, provided that the said facilities comply with approved standards and safety norms.

*** Applications Processing Fees:**

- Concession: CFAF 100,000,000;
- Licence: CFAF 50,000,000;
- Authorisation: CFAF 1,000,000 – CFAF 5,000,000;
 - o Self-generation of 1MW - 5MW: CFAF 2,500,000;
 - o Self-generation of 5MW: CFAF 5,000,000;
 - o Distribution less than or equal to 100kW: CFAF 1,000,000;
- Declaration: CFAF 25,000;
- Liberty: no fee.

The application fees paid to the Electricity Sector Regulatory Agency are non-refundable.



B.3 ELECTRIFICATION RURALE :

L'Etat assure la promotion et le développement de l'électrification rurale sur l'ensemble du territoire national. Les autorités locales participent, en tant que de besoin, à la mise en œuvre de la politique d'électrification rurale dans les conditions fixées par voie réglementaire. L'électrification rurale se fait soit par raccordement aux réseaux interconnectés, soit par production décentralisée.

Dans le cadre de l'électrification rurale décentralisée, et compte tenu des contraintes liées à la protection de l'environnement, la priorité est donnée à la production décentralisée à partir des sources d'énergies renouvelables, sauf en cas de carence, de coûts prohibitifs ou d'insuffisance de celles-ci.

Dans le cadre de l'électrification rurale, et dans les limites définies par voie réglementaire, la production, notamment de centrales hydroélectriques de puissance inférieure ou égale à 5MW, la distribution et la vente d'électricité sont assurées par simple autorisation de l'Agence de Régulation du Secteur de l'Electricité, sans exigence particulière.

B.4 ENERGIES RENOUVELABLES :

Les énergies renouvelables contribuent à la satisfaction des besoins énergétiques des consommateurs. Elles concourent à la protection de l'environnement et à la sécurité de l'approvisionnement.

Sont considérées comme énergies renouvelables, les énergies suivantes:

- énergie solaire thermique et photovoltaïque;
- énergie éolienne;
- énergie hydraulique des cours d'eau de puissance exploitable inférieure ou égale à 5MW ;
- énergie de la biomasse;
- énergie géothermique;
- énergies d'origine marine.

B.5 MECANISMES DE REGLEMENT DES DIFFERENDS:

L'Agence de Régulation du Secteur de l' Electricité (ARSEL) peut être saisie dans le cadre d'une procédure de conciliation par toute personne physique ou morale, par toute organisation professionnelle ou association d'usagers, afin de régler les conflits entre les usagers, d'une part, et les opérateurs d' autre part.

En cas de conciliation, L'ARSEL dresse un procès-verbal de conciliation constatant les conditions de l'arrangement. Ce procès-verbal est signé des deux (02) parties et de l'Agence. Il est soumis au Président du Tribunal compétent pour se voir revêtir de la formule exécutoire. Les modalités de règlement des différends dans le cadre de la procédure de conciliation entre les organisations professionnelles, les usagers et les associations d'usagers d'une part, et les opérateurs d'autre part, sont fixées par L'ARSEL.



B.3 RURAL ELECTRIFICATION

The State promotes and develops rural electrification throughout the country. The local authorities participate, when necessary, in the implementation of the rural electrification policy under the conditions set by the regulation.

Rural electrification is achieved either by connection to interconnected grids or by decentralised production.

Taking into account environmental protection constraints, decentralised rural electrification, gives priority to decentralised production from renewable energy sources, except in case of lack, prohibitive costs or insufficiency of these sources.

Regarding rural electrification, within the limits defined by regulation, the production, especially of hydroelectric power plants with a capacity of less than or equal to 5MW, the distribution and sale of electricity are made available by simple authorisation from the Electricity Sector Regulatory Agency, without any particular requirements.

B.4 RENEWABLE ENERGY

Renewable energy sources help to meet the energy demand of consumers.

They contribute to environmental protection and ensure the security of supply.

The following are considered as renewable energy sources:

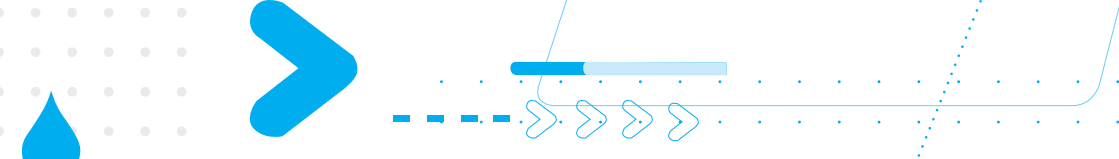
- solar thermal and photovoltaic energy;
- wind energy;
- hydraulic energy from watercourses with a usable power less than or equal to 5MW;
- biomass energy;
- geothermal energy;
- marine energy.

B.5 DISPUTE RESOLUTION MECHANISMS

In the event of conciliation, the Electricity Sector Regulatory Agency (ARSEL) may be called upon, by any natural or legal person, any professional organisation or user association, to settle disputes between users on the one hand, and operators on the other.

In that case, ARSEL shall draw up a conciliation report stating the terms of the settlement. This report shall be signed by the two (2) parties and the Agency. It shall be submitted to the President of the competent Court for it to be indorsed with a writ of execution.

ARSEL shall set the procedures for the settlement of disputes, through conciliation, between professional organisations, users and users' associations on the one hand, and operators on the other.



C-DOMAINE DES PRODUITS PETROLIERS :

C.1-AGREMENT POUR LA DISTRIBUTION DE L'ENSEMBLE DES PRODUITS PETROLIERS.:

La procédure à suivre pour l'ouverture d'une station-service au Cameroun est définie par le **Décret N° 2000/935/PM du 13 novembre 2000** fixant les conditions d'exercice des activités du secteur pétrolier aval et ses modificatifs subséquents; notamment le **Décret N° 2008/0026/PM du 22 janvier 2008** modifiant et complétant les dispositions des articles 3,17, et 29 du décret 2000/935/PM évoqué plus haut.

L'exercice des activités est soumis à l'agrément préalable et s'effectue sous le contrôle de l'Etat ; l'agrément est accordé par arrêté du ministre chargé des produits pétroliers, après avis de la Commission Nationale des Produits Pétroliers.

L'agrément est strictement individuel et ne peut être cédé, transféré ou loué. Il peut être suspendu ou retiré pour tout manquement aux conditions édictées, suivant les modalités établies.

Sauf dispositions particulières contenues dans des conventions spécifiques, l'agrément est valable pour une durée de 15 ans renouvelable pour les autres activités du secteur pétrolier aval.

En matière de distribution de produits pétroliers, il est institué quatre(4) types d'agréments à savoir :

- la distribution exclusive de gaz domestique (GPL) ;
- la vente des soutes maritimes ;
- la vente de soutes d'aviation et ;
- la distribution de l'ensemble des produits pétroliers en dehors de la vente des soutes.

* CONDITIONS GENERALES D'EXERCICE

Tout postulant à l'exercice de l'une des activités du secteur pétrolier aval doit remplir les conditions ci-après :

- être une personne physique ou morale de droit camerounais;
- avoir son siège social au Cameroun ;
- produire une preuve de non faillite ;
- constituer en fonction de son niveau d'activité un cautionnement en vue de la couverture des engagements vis à vis de l'Etat, dont le montant est fixé par arrêté conjoint des Ministres chargés respectivement des produits pétroliers, du commerce et des finances ;
- justifier d'un profil académique d'au moins BAC+ 3 et d'une expérience professionnelle minimale de cinq(05) ans à un niveau d'encadrement dans le secteur pétrolier aval, de dirigeant ou de responsable technique ; présenter un programme d'investissement devant contribuer à la réalisation des objectifs de la politique énergétique nationale au cours de la période de validité de l'agrément.

C- PETROLEUM PRODUCTS SECTOR

C.1-AUTHORISATION FOR THE DISTRIBUTION OF ALL PETROLEUM PRODUCTS

The procedure to be followed for the opening of a service station in Cameroon is defined by **Decree No. 2000/935/PM of 13 November 2000** to Lay Down Conditions for Operating Downstream Petroleum Sector Activities and its subsequent amendments; notably **Decree No. 2008/26/PM of 22 January 2008** Amending and Supplementing the Provisions of Articles 3, 17 and 29 of Decree No. 2000/935/PM mentioned above.

The activities are subject to prior authorisation and are carried out under State control; the authorisation is granted by order of the Minister in charge of petroleum products, following the approval of the National Commission for Petroleum Products.

The authorisation is strictly individual and cannot be assigned, transferred or leased. It may be suspended or withdrawn for any violation of the conditions laid down, in accordance with the established rules. Unless otherwise provided for in specific agreements, the authorisation is valid for a period of 15 years renewable for other activities in the downstream petroleum sector.

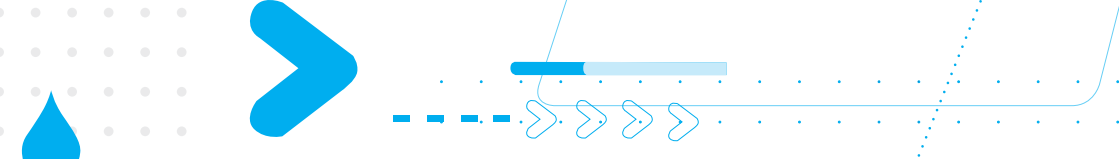
As concerns the distribution of petroleum products, four (4) types of authorisations have been introduced, namely:

- The exclusive distribution of domestic gas (LPG);
- The sale of marine bunkers;
- The sale of aviation bunkers and;
- The distribution of all petroleum products excluding the sale of bunkers.

* GENERAL CONDITIONS FOR OPERATION

Any applicant willing to carry out any of the activities in the downstream petroleum sector must meet the following conditions:

- Be a natural or legal person under Cameroonian law;
- Have its headquarters in Cameroon;
- Show proof of non-bankruptcy;
- According to its level of activity, provide a guarantee deposit to meet its commitments to the State, the amount of which is fixed by joint order of the Ministers in charge of petroleum products, trade and finance respectively;
- Have a minimum academic level of GCE A level+ 3 and a minimum professional experience of five (5) years in a management position in the downstream petroleum sector, either as a manager or as a technical manager; present an investment programme that should contribute to the achievement of the objectives of the national energy policy during the duration of the authorisation.



Tout changement de responsable technique doit être notifié au Ministre chargé des produits pétroliers dans un délai de trente (30) jours.

L'accès aux produits pétroliers de tout distributeur agréé pour l'ensemble des produits pétroliers (agrément D1) est subordonné à la création de sa première station-service et à la souscription d'une police d'assurance responsabilité civile à hauteur du risque correspondant aux activités à mener.

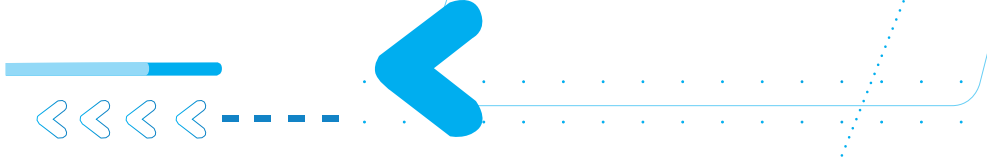
Tout postulant à un agrément à l'exercice des activités de distribution des produits pétroliers doit présenter un programme de création en cinq (5) ans d'un minimum :

- de cinq (5) centres de distribution de gaz de pétrole liquéfié d'une capacité minimale de cinq cent (500) bouteilles de 12,5kg de gaz chacune pour les opérateurs sollicitant un agrément à l'exercice des activités de distribution de gaz de pétrole liquéfié. Dans ce cas spécifique ; la réalisation de 20% au moins de ces investissements en dehors des chefs-lieux de département concerne l'une des trois provinces septentrionales du pays ;
- de cinq (5) stations-service pour les opérateurs sollicitant un agrément à l'exercice des activités de distribution de l'ensemble des produits pétroliers ;
- des installations maritimes et aéroportuaires d'une capacité de stockage de cinq cent(500) m3 pour les postulants à un agrément à l'exercice des activités de vente des sources maritime ou d'avion.

• COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier de demande d'agrément à l'exercice de l'une des activités du décret suscité est composé des pièces suivantes :

- une demande timbrée au tarif en vigueur précisant le nom, la raison sociale ou dénomination sociale et le numéro de contribuable du requérant ;
- l'attestation d'immatriculation au registre du commerce et du crédit immobilier ou l'acte de légalisation de l'organisme.
- un certificat d'imposition et un bordereau vie situation fiscale ;
- une copie certifiée conforme des statuts de l'organisme ;
- un engagement d'adhésion à la convention collective de son secteur d'activité;
- un dossier technique correspondant au type d'activité visé ;
- les preuves et attestation requises selon le type d'activité visé ;
- un reçu de versement auprès de la caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures des frais d'étude de dossier d'un montant de :
 - 1) dix millions (10 000 000) de FCFA pour le raffinage ;
 - 2) Cinq millions (5 000 000) de FCFA pour les activités de distribution de l'ensemble des produits pétroliers, de stockage, d'importation, d'exportation, de soutage maritime et de soutage d'aviation ;
 - (3) deux millions (2 000 000) de FCFA pour les activités de distribution exclusive de gaz domestique, de contrôle de la quantité et de contrôle de la provenance des produits pétroliers.



The Minister in charge of petroleum products must be notified of any change of technical manager within thirty (30) days.

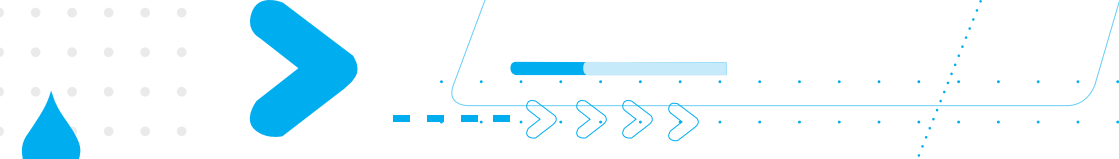
Access to petroleum products by any distributor accredited for all petroleum products (D1 accreditation) is dependent on the establishment of its first service station and the subscription to a civil liability insurance policy so as to cover the risk relating to the activities to be conducted. Any applicant requesting an authorisation to carry out the activity of distributing petroleum products must present a programme to set up within five (5) years a minimum of:

- five (5) liquefied petroleum gas distribution plants with a minimum capacity of five hundred (500) bottles of 12.5kg of gas each, for operators applying for an authorisation to carry out liquefied petroleum gas distribution activities. In this specific case, it is expected that at least 20% of these investments will be made outside the division capitals, in one of the three northern provinces of the country.
- five (5) service stations for operators applying for an authorisation to engage in the distribution of all petroleum products;
- maritime and airport facilities with a storage capacity of 500m³ for applicants seeking an authorisation to carry out maritime or aircraft bunker sales activities.

• FILE COMPOSITION

The application for authorisation to carry out one of the activities mentioned in the above decree is composed of the following documents:

- A stamped application at the current rate specifying the name, company name and taxpayer number of the applicant;
- The certificate of registration in the trade and real estate credit register or the legalisation act of the organisation.
- A tax certificate and a tax status statement;
- A certified true copy of the organisation articles of association;
- Adhesion to the collective agreement of its sector of activity;
- A technical file corresponding to the type of activity envisaged;
- The evidence and attestation required based on the type of activity envisaged;
- A receipt of payment, to the Hydrocarbon Prices Stabilisation Fund, of the processing fees which amount to:
 - CFAF 10 000 000 (ten million) for refining;
 - CFAF 5 000 000 (five million) for the distribution of all petroleum products, storage, import, export, maritime bunkering and aviation bunkering activities;
 - CFAF 2 000 000 (two million) for the exclusive distribution of domestic gas, quantity control and control of the origin of petroleum products.



C.2- IMPLANTATION, AMÉNAGEMENT, EXPLOITATION DES DÉPÔTS DE STOCKAGE ET DES CENTRES EMPLISSEURS DE GAZ DE PÉTROLE LIQUÉFIÉ (GPL).

L'Arrêté N° 006/PM du 12 janvier 2009 fixe les modalités, les règles techniques et de sécurité relatives à l'implantation, l'aménagement et l'exploitation des dépôts de Stockage et des Centres Emplisseurs de Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL).

L'implantation d'un dépôt de stockage et d'un centre emplisseur de GPL est soumise aux autorisations préalables des administrations compétentes.

L'implantation, l'aménagement, l'extension et l'exploitation d'un dépôt de stockage et d'un centre emplisseur de GPL par un titulaire d'agrément à l'activité de stockage des produits pétroliers sont soumis aux règles d'implantation, d'aménagement et d'exploitation.

La première mise en service d'un dépôt de stockage ou d'un centre emplisseur de GPL doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable des ministres chargés respectivement des établissements classés et des produits pétroliers.

L'approvisionnement en GPL d'un centre emplisseur peut s'effectuer par transfert de gaz vrac à partir d'une raffinerie ou d'un dépôt de stockage intermédiaire, conformément à la réglementation en vigueur.

Les propriétaires de dépôts de stockage ou de centre emplisseurs de GPL sont impérativement tenus d'employer un personnel technique qualifié pour l'exploitation de leurs installations.

La surveillance administrative et le contrôle technique des dépôts de stockage ou des centres emplisseurs de GPL sont effectués par les agents ou organismes agréés dûment mandatés par les administrations compétentes ; chaque mission de contrôle donne lieu à un rapport au ministre concerné ; une copie dudit rapport est adressée à l'exploitant.

L'Arrêté N°00004 /MINEE du 15 mai 2015 précise les conditions d'exercice de l'activité de distribution de Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL). Au sens de cet arrêté, les termes et expressions ci-après sont définis ainsi qu'il suit :

-Centre emplisseur ou centre d'emplissage : mise en place spatiale d'un centre de redistribution, d'un dépôt de stockage de bouteilles de GPL ou d'un point consommateur GPL ;

- **Point consommateur** : installation privée de GPL destinée à la consommation exclusive d'un client unique et non à la vente publique.

L'implantation géographique d'un centre de redistribution ou dépôt de stockage des bouteilles de GPL est soumise à l'autorisation préalable du Ministre chargé du secteur gazier aval ; l'obtention de l'autorisation d'implantation géographique d'un centre de redistribution ou dépôt de stockage des bouteilles de GPL est préalable aux autorisations délivrées au titre des établissements classés.

C.2- LOCATION, DEVELOPMENT AND OPERATION OF STORAGE DEPOTS AND FILLING PLANTS FOR LIQUEFIED PETROLEUM GAS (LPG).

Order No. 006/PM of 12 January 2009 lays down the procedures, technical and safety rules relating to the establishment, development and operation of storage depots and filling plants for Liquefied Petroleum Gas (LPG).

The establishment of a storage depot and an LPG filling plant is subject to prior authorisation from the competent authorities.

The establishment, development, extension and operation of a storage depot and an LPG filling plant, by the holder of a licence for the storage of petroleum products, are subject to the regulations governing establishment, development and operation.

The first commissioning of an LPG storage depot or filling plant must first be authorised by the ministers in charge of classified establishments and petroleum products respectively. A filling plant may be supplied with LPG by transferring bulk gas from a refinery or an intermediate storage depot, in conformity with the regulations in force.

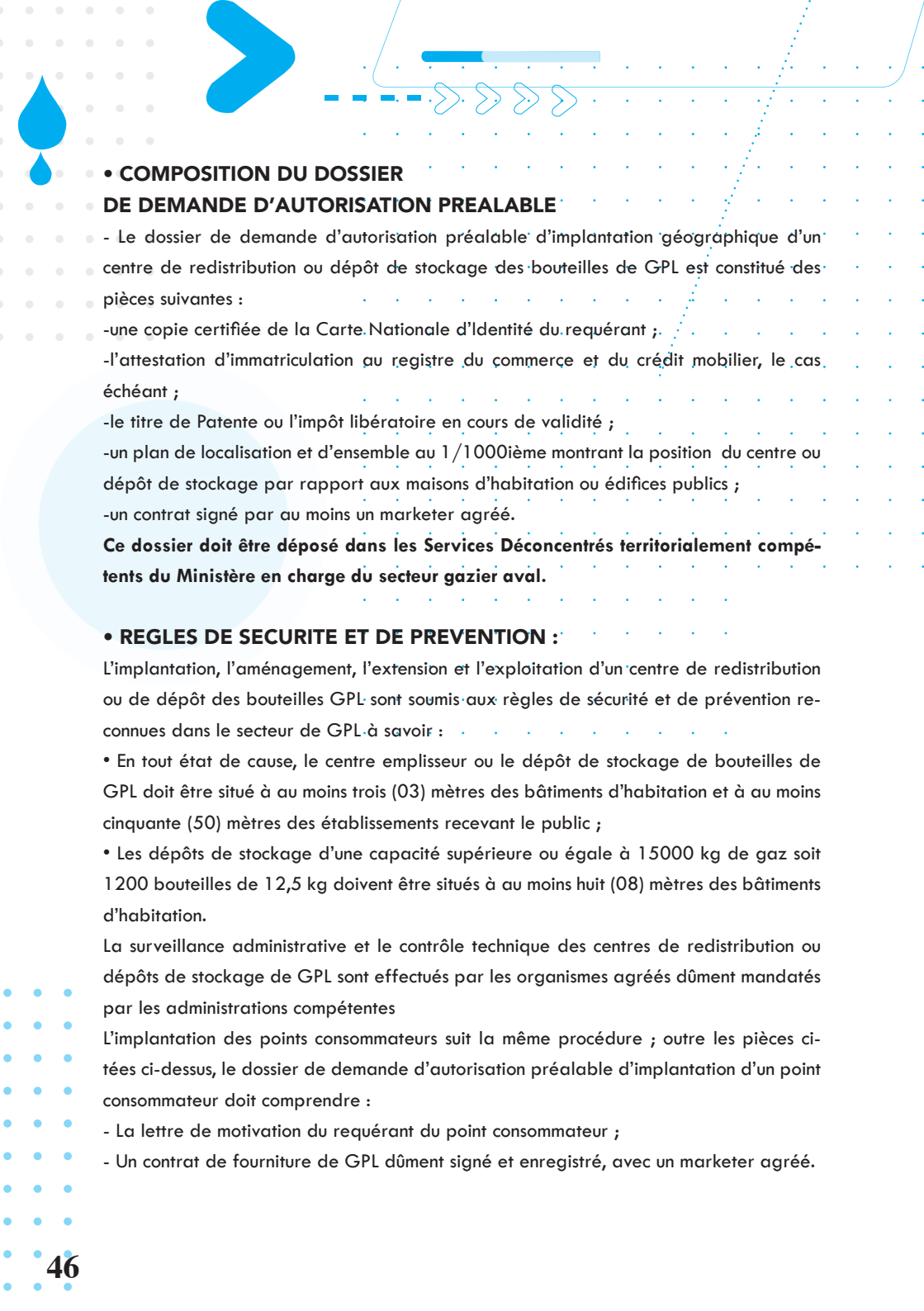
Owners of LPG storage depots or filling plants are under the obligation to employ qualified technical personnel for the operation of their facilities.

The administrative supervision and technical control of LPG storage depots or filling plants are performed by agents or approved bodies duly mandated by the competent administrations; after each control mission, a report is drafted and handed to the Minister in charge; a copy of the said report is sent to the operator.

Order No.00004/MINEE of 15 May 2015 sets out the conditions for carrying out the activity of distributing Liquefied Petroleum Gas (LPG). According to this order, the following terms and expressions are defined as indicated below:

- **Filling plant** : refers to the location of a redistribution centre, an LPG cylinder storage depot or an LPG consumption point;
- **Consumption point** : is a private LPG facility designed for use by a single customer only and not for public sale.

The establishment of a redistribution centre or LPG cylinder storage depot in a given geographical area requires prior authorisation from the Minister in charge of the downstream gas sector; obtaining such an authorisation must precede the authorisations issued for classified establishments.



• COMPOSITION DU DOSSIER

DE DEMANDE D'AUTORISATION PREALABLE

- Le dossier de demande d'autorisation préalable d'implantation géographique d'un centre de redistribution ou dépôt de stockage des bouteilles de GPL est constitué des pièces suivantes :
- une copie certifiée de la Carte Nationale d'Identité du requérant ;
- l'attestation d'immatriculation au registre du commerce et du crédit mobilier, le cas échéant ;
- le titre de Patente ou l'impôt libératoire en cours de validité ;
- un plan de localisation et d'ensemble au 1/1000ième montrant la position du centre ou dépôt de stockage par rapport aux maisons d'habitation ou édifices publics ;
- un contrat signé par au moins un marketer agréé.

Ce dossier doit être déposé dans les Services Déconcentrés territorialement compétents du Ministère en charge du secteur gazier aval.

• REGLES DE SECURITE ET DE PREVENTION :

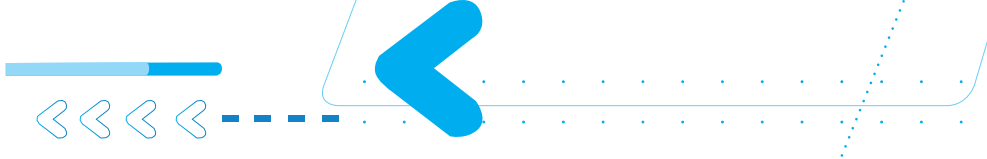
L'implantation, l'aménagement, l'extension et l'exploitation d'un centre de redistribution ou de dépôt des bouteilles GPL sont soumis aux règles de sécurité et de prévention reconnues dans le secteur de GPL à savoir :

- En tout état de cause, le centre emplisseur ou le dépôt de stockage de bouteilles de GPL doit être situé à au moins trois (03) mètres des bâtiments d'habitation et à au moins cinquante (50) mètres des établissements recevant le public ;
- Les dépôts de stockage d'une capacité supérieure ou égale à 15000 kg de gaz soit 1200 bouteilles de 12,5 kg doivent être situés à au moins huit (08) mètres des bâtiments d'habitation.

La surveillance administrative et le contrôle technique des centres de redistribution ou dépôts de stockage de GPL sont effectués par les organismes agréés dûment mandatés par les administrations compétentes

L'implantation des points consommateurs suit la même procédure ; outre les pièces citées ci-dessus, le dossier de demande d'autorisation préalable d'implantation d'un point consommateur doit comprendre :

- La lettre de motivation du requérant du point consommateur ;
- Un contrat de fourniture de GPL dûment signé et enregistré, avec un marketer agréé.



• COMPOSITION OF THE APPLICATION FOR PRIOR AUTHORISATION

- The application for prior authorisation to establish a redistribution centre or LPG cylinder storage depot is composed of the following documents:
- a certified copy of the applicant's National Identity Card;
- the certificate of registration in the trade and real estate credit register, where applicable;
- a valid Business Licence Tax or Discharge Tax;
- a location and overall plan on a scale of 1:1000 showing the position of the storage plant or depot from houses or public buildings;
- a contract signed by at least one authorised marketer.

This application must be submitted in the competent decentralised services of the Ministry in charge of the downstream gas sector.

• SAFETY AND PREVENTION RULES :

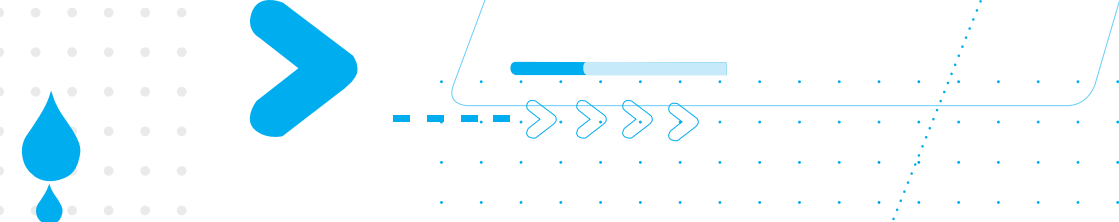
The installation, development, extension and operation of an LPG cylinder redistribution or depot centre are subject to the safety and prevention rules recognised in the LPG sector, namely:

- In any case, the filling centre or LPG cylinder storage depot must be located at least three (03) metres from residential buildings and at least fifty (50) metres from establishments open to the public ;
- Storage depots with a capacity greater than or equal to 15,000 kg of gas, i.e. 1,200 12.5 kg bottles, must be located at least eight (08) metres from residential buildings.

The administrative supervision and technical control of LPG redistribution centres or storage depots are carried out by approved bodies duly authorised by the competent authorities.

The setting up of consumer points follows the same procedure; in addition to the documents mentioned above, the application file for prior authorisation to set up a consumer point must include:

- The applicant's cover letter of the consumer point;
- A signed and registered LPG supply contract with an approved marketer.



IV- COMPETENCES TRANSFEREES :

La décentralisation consiste en un transfert par l'Etat, aux Collectivités Territoriales Décentralisées, de compétences particulières et de moyens appropriés; elle constitue l'axe fondamental de promotion du développement, de la démocratie et de la bonne gouvernance au niveau local. A cet effet la **Loi N° 2019/024 du 24 décembre 2019** portant Code Général des Collectivités Territoires Décentralisées définit entre autres le cadre juridique de la décentralisation et les règles d'organisation et de fonctionnement des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD's).

Les Collectivités Territoriales Décentralisées de la République sont les Régions et les Communes ; elles exercent leurs activités dans le respect de l'unité nationale, de l'intégrité du territoire et de la primauté de l'Etat. A ce titre l'Etat transfère aux CTD's les compétences nécessaires à leur développement économique, social, sanitaire etc. Les Collectivités Territoriales Décentralisées exercent à titre exclusif les compétences transférées ; Tout transfert de compétence à une Collectivité Territoriale s'accompagne du transfert, par l'Etat à celle-ci, des ressources et moyens nécessaires à l'exercice effectif de la compétence transférée.

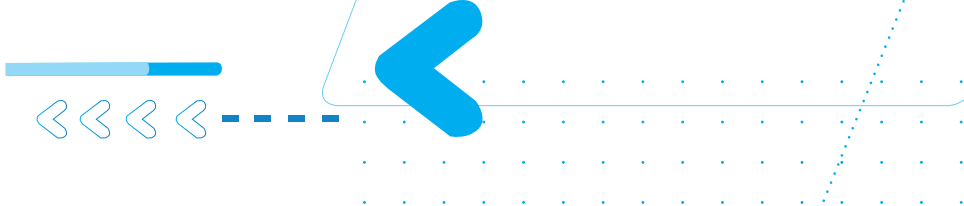
• Les compétences et les ressources du Sous-secteur Eau et Energie transférées par l'Etat aux Communes

Il s'agit de :

- l'alimentation en eau potable ;
- la protection des ressources en eaux souterraines et superficielles ;
- l'éclairage des voies publiques ;
- la contribution à l'électrification des zones nécessiteuses.

• Les compétences et les ressources du Sous-secteur Eau et Energie transférées par l'Etat aux Régions :

La compétence transférée par l'Etat dans ce registre est la gestion des eaux d'intérêt Régional.



IV- COMPETENCES TRANSFERRED:

Decentralisation consists in the transfer by the State to the Regional and Local Authorities of specific competences and appropriate means; it constitutes the fundamental axis for the promotion of development, democracy and good governance at the local level. To this end, **Law No. 2019/024 of 24 December 2019** on the General Code of Regional and Local Authorities defines, among other things, the legal framework of decentralisation and the rules of organisation and operation of Regional and Local Authorities. The Regional and Local Authorities of the Republic are the Regions and the Councils; they carry out their activities with respect to national unity, territorial integrity and the primacy of the State. In this respect, the State transfers to the CTDs the competences necessary for their economic, social and health development, etc.

Regional and local authorities shall exercise exclusively the transferred competences; any transfer of competence to a regional or local authority shall be accompanied by the transfer by the State to the latter of the resources and means necessary for the effective exercise of the transferred competence.

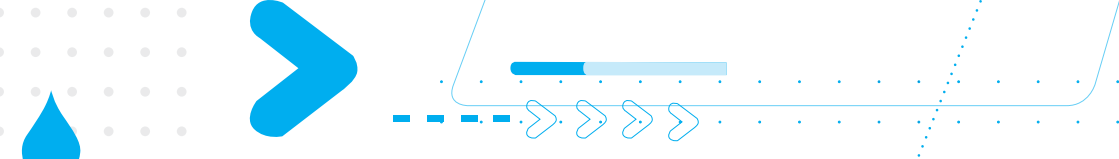
• Competences and resources of the Water and Energy sub-sector transferred by the State to the Councils

They include:

- the supply of drinking water;
- protection of ground and surface water resources;
- lighting of public roads;
- contributing to the electrification of needy areas.

• The competences and resources of the Water and Energy Sub-sector transferred by the State to the Regions :

The competence transferred by the State in this register is the management of waters of regional interest.



V- QUALITE DE SERVICE :

Le Ministère de l'Eau et de l'Energie veille sur la qualité de services fournis aux usagers par les différents opérateurs de son Sous-secteur.

Chacun des intervenants de ce Sous-secteur est chargé en raison de ses attributions, d'assurer aux usagers un service de qualité conformément à la réglementation en vigueur:

• Le contrôle de la qualité de l'eau :

Le contrôle de la qualité des eaux provenant des puits et des forages gérés par les Communes est assuré à tout moment, par le personnel des services centraux et déconcentrés du MINEE, assermenté et commissionné à cet effet. En collaboration avec les Comités de Gestion des Points d'Eau dans les CTD's, ce personnel veille également sur la qualité des ouvrages et la maintenance de ces derniers.

Ce personnel est également tenu de veiller à la qualité des eaux de consommation dans les entreprises qui bénéficient d'une autorisation de prélèvement des eaux à des fins industrielles et commerciales et à la disponibilité des produits de traitement dans les stations de traitement de la CAMWATER.

• Le contrôle de la qualité des produits pétroliers :

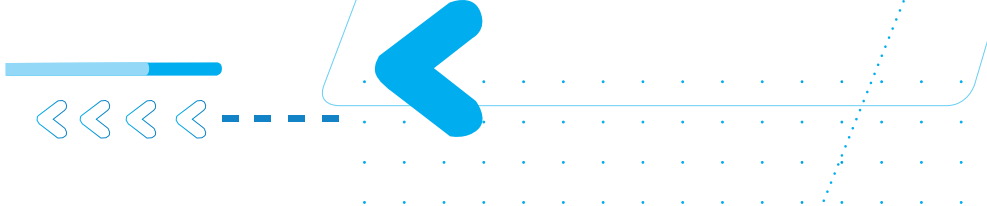
Afin de veiller à la qualité des produits pétroliers des descentes conjointes (services centraux et déconcentrés du MINEE, forces de maintien de l'ordre, HYDRAC) sont organisées en permanence sur toute l'étendue du territoire national.

• Le contrôle de la qualité du service public d'électricité :

Le MINEE en partenariat avec le régulateur (ARSEL) évalue quotidiennement le niveau de la qualité de service fourni par le concessionnaire ENEO aux usagers, à travers des indicateurs de performance qui permettent d'évaluer la fréquence et la durée moyennes d'interruption de la fourniture de l'énergie électrique.

Des plates-formes numériques de veille créées à cet effet (**Veille Electricité, Application Veille Electricité, Veille Nationale AEP**) permettent de connaître en temps réel les situations de rupture d'approvisionnement en eau potable et en électricité en quelque lieu que ce soit à travers les différents points focaux.

Les usagers des services publics d'approvisionnement en eau potable et électricité peuvent à tout moment saisir les principaux points focaux que constituent les Délégués Régionaux et Départementaux pour signaler toute anomalie survenue sur toute l'étendue du territoire national.



V- QUALITY OF SERVICE

The Ministry of Water and Energy monitors the quality of services provided to users by the various operators in its subsector.

Each of the stakeholders in this sub-sector is responsible for providing users with a quality service in accordance with the regulations in force.

- **Water quality control :**

The quality of water from wells and boreholes managed by the Communes is monitored at all times by staff from the central and decentralised services of MINEE, sworn in and commissioned for this purpose. In collaboration with the Water Point Management Committees in the Regional and Local Authorities, this staff also monitors the quality of the works and their maintenance.

This staff is also responsible for ensuring the quality of drinking water in companies that have a water withdrawal permit for industrial and commercial purposes and the availability of treatment products in CAMWATER's treatment plants.

- **Quality control of petroleum products :**

In order to ensure the quality of petroleum products, joint raids (central and decentralised services of the MINEE, law enforcement forces, HYDRAC) are permanently organised nationwide.

- **Quality control of the public electricity service :**

In partnership with the regulator (ARSEL), MINEE evaluates the level of service quality provided by the concessionaire ENEO to users on a daily basis, through performance indicators that make it possible to assess the average frequency and duration of interruptions in the supply of electrical energy.

Digital monitoring platforms created for this purpose (**Electricity Watch, Electricity Watch Application, National Water Supply Watch**) make it possible to find out in real time about drinking water and electricity supply disruptions in any location through the various focal points.

Users of public drinking water and electricity services can at any time contact the main focal points, which are the Regional and Divisional Delegates, to report any anomaly that has occurred throughout the national territory.

Le tableau suivant indique les opérateurs à saisir en fonction des différents besoins des usagers ; toute personne désirant accéder à un abonnement doit saisir le service le plus proche en fonction de son besoin :

OPERATEURS	COMPETENCES
ENEO	Responsable de la distribution de l'énergie et électrique
CAMWATER	Responsable de la distribution de l'eau potable en milieu urbain et péri-urbain
ARSEL	Peut être saisie dans le cadre d'une procédure de conciliation, afin de régler les conflits entre les usagers, d'une part, et les opérateurs d'autre part
COMMUNES	• Responsables de la « maîtrise d'ouvrage et de la gestions des points d'eau » qui incluent en particulier les puits, forages et les mini-réseaux d'alimentation en eau potable • Participent, en tant que de besoin, à la mise en œuvre de la politique d'électrification rurale dans les conditions fixées par voie réglementaire
AER	Contribue en liaison avec les administrations, organismes publics et privés concernés à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans le domaine de l'électrification rurale au Cameroun.
SERVICES DECONCENTRES DU MINEE : * Délégation Régionale * Délégation Départementale	Peuvent être saisis dans les cas suivants : • accès à l'eau potable en milieu rural ; • accès à l'électrification rurale ; • demande d'autorisation de prélèvement des eaux à des fins industrielles et commerciales ; • demande de déversement des eaux usées • demande d'autorisation préalable d'implantation d'une station-service ; • demande d'autorisation d'un point de livraison des produits pétroliers.

The following table indicates the operators to be contacted according to the different needs of the users; anyone wishing to access a subscription must contact the nearest service according to their needs:

OPERATORS	DUTY
ENEO	Responsible for the distribution of energy and electricity
CAMWATER	Responsible for the distribution of drinking water in urban and semi-urban areas
ARSEL	Can be seized in the framework of a conciliation procedure, in order to settle conflicts among users on the one hand and operators on the other hand
COUNCILS	• Responsible for the «ownership and management of water points» which includes in particular wells, boreholes and mini drinking water networks • Participate, as necessary, in the implementation of the rural electrification policy under the conditions set by regulation
ARE	Contributes, in liaison with the administrations, public and private bodies concerned, to the elaboration and implementation of the Government's policy in the field of rural electrification in Cameroon
DECONCENTRATED SERVICES OF MINEE: * Regional Delegation * Divisional Delegation	Can be referred to in the following cases: • Access to drinking water in rural areas; • Access to rural electrification; • Application for the authorisation to take water for industrial and commercial purposes; • Application for wastewater discharge; • Application for prior authorisation to set up a service station; • Application for the authorisation of a petroleum product delivery point.



COMITE DE REDACTION :

SUPERVISION GENERALE :

ELOUNDOU ESSOMBA Gaston

Ministre de l'Eau et de l'Energie

SUPERVISION :

NDJOUKE THOME Adolphe

Secrétaire Général du Ministère de l'Eau et de l'Energie

COORDINATION :

ETOUNDI Guy Siméon,

*Chef de la Division des Etudes de la Prospective
et de la Coopération du MINEE*

REDACTION :

NDJEL Sara

Cadre DEPC/MINEE

TRANSLATION :

MEKU Rose

Chef de la Cellule de Traduction du MINEE



Copyright

1^{ère} édition-Février 2022



EDITORIAL BOARD :

GENERAL SUPERVISION :

ELOUNDOU' ESSOMBA Gaston

Minister of Water and Energy

SUPERVISION :

NDJOUKE THOME Adolphe

Secretary General of the Ministry of Water and Energy

COORDINATION :

ETOUNDI Guy Siméon,

Head of the Studies, Forecasting and Cooperation Division of MINEE

DRAFTING :

NDJEL Sara

Executive Staff /MINEE

TRANSLATION :

MEKU Rose

Head of the Translation Unit of MINEE



Copyright

1st edition-February 2022

Adresse mail:
cabinet.minee@gmail.com
cellulec@yahoo.fr
Téléphone:
+237 222 22 34 00
BP: 70 Yaoundé

Email address:
cabinet.minee@gmail.com
cellulec@yahoo.fr
Telephone:
+237 222 22 34 00
P.O. Box: 70 Yaoundé



www.minee.cm